

# Des brouilleurs pour lutter contre la fraude au Bac

Page 3

Pour le deuxième mardi de Ramadhan

Les étudiants maintiennent  
la mobilisation

Page 3

# Les DEBATS

Votre quotidien national

46 morts en une semaine dans des accidents de route

# Un début de Ramadhan macabre

Le bilan des accidents de la route s'avère très lourd durant le Ramadhan. En seulement une semaine, 46 personnes ont perdu la vie et 1 367 autres ont été blessées dans plusieurs accidents à travers le territoire national.

Page 2



Al-Sarraj en Europe

Appels à un cessez-le-feu  
et à la reprise du dialogue



**L**a nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et de la relance du processus politique pour une sortie de crise en Libye a été soulignée à l'Union européenne, lors d'entretiens avec le chef du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen Fayez al-Sarraj, alors que Tripoli est le théâtre, depuis plus d'un mois, d'agressions lancées par le général à la retraite, Khalifa Haftar.

A Bruxelles, où se trouvait lundi le président du Conseil présidentiel du GNA, Fayez al-Sarraj, dans le cadre d'un périple à l'étranger en quête de soutiens, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont, dans une déclaration commune, «condamné» l'offensive menée par les forces de Haftar contre Tripoli, au terme d'une réunion sur la situation en Libye.

«L'attaque militaire de la LNA (l'Armée nationale libyenne) contre Tripoli et l'escalade qui s'en est constituée une menace pour la paix et la sécurité internationales et menacent davantage la stabilité de la Libye», ont-ils mis en garde.

Dans le document, l'UE a appelé toutes les parties à «mettre en oeuvre immédiatement un cessez-le-feu et à coopérer avec les Nations unies pour assurer une cessation complète et globale des hostilités».

Pour les Européens, «les attaques aveugles contre des zones résidentielles densément peuplées peuvent constituer des crimes de guerre, et ceux qui violent le droit international humanitaire doivent rendre des comptes».

Dans ce contexte, la haute représentante de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, a appelé les parties concernées à cesser les hostilités et à faire prévaloir le dialogue sous l'égide de l'ONU, à l'issue de sa rencontre avec Fayez al-Sarraj et l'envoyé des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, à Bruxelles.

«Notre rencontre, aujourd'hui, avec Fayez al-Sarraj et Ghassan Salamé a porté sur la situation en Libye et de ce que l'UE peut faire pour contribuer au cessez-le-feu et au lancement du processus politique», a-t-elle déclaré.

Page 6

Présidence de la République

Tarek Kour nommé président de  
l'Office de lutte contre la corruption

Page 3



46 morts en une semaine dans des accidents de route

# Un début de Ramadhan macabre

**Le bilan des accidents de la route s'avère très lourd durant le Ramadhan. En seulement une semaine, 46 personnes ont perdu la vie et 1 367 autres ont été blessées dans plusieurs accidents à travers le territoire national.**



Par Karima Nacer

L'hécatombe se poursuit sur nos routes durant le mois de Ramadhan en raison de l'imprudence et du comportement nerveux des conducteurs. Le bilan le plus lourd des accidents a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec le décès de six personnes au moment où 30 autres ont été blessées, selon un bilan de la Protection civile.

Malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation menées par les différents corps de sécurité, le mois de Ramadhan demeure un mois tragique pour les usagers de la route. Le manque de sommeil et la fatigue causée par les veillées sont les principales

causes de cette hécatombe. Généralement, la plupart des accidents surviennent en fin de journée, à l'approche de la rupture du jeûne. Aussi, durant ce mois, les jeûneurs ont tendance à veiller jusqu'à des heures très tardives, résultat : diminution des réflexes à cause du manque de sommeil. Ce qui représente un grand danger pour le conducteur. Ainsi, les conducteurs de véhicules et d'autobus sont appelés à faire preuve de vigilance et de prudence pendant la conduite et marquer des arrêts aux moments de fatigue pour éviter l'irréparable, particulièrement à l'approche de la rupture du jeûne.

Ainsi, rien ne semble pouvoir arrêter l'hécatombe. Au premier jour de

Ramadhan, six personnes ont péri et 30 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, selon la Protection civile. La wilaya d'Alger a déploré le bilan le plus lourd avec le décès de deux personnes suite à deux accidents de la route.

Sous le thème de «Pour un Ramadhan sans accidents», des campagnes de prévention et d'information, notamment sur la fatigue au volant, sont initiées durant ce mois sacré afin de sensibiliser les conducteurs sur les risques du manque de sommeil et de l'épuisement sur la conduite et ses conséquences sur la vie des usagers. Ces campagnes de prévention sont axées essentiellement sur les comportements et les attitudes à adopter pendant la période de jeûne, les règles de

conduite à tenir, notamment pour les conducteurs de longues distances et les précautions à prendre en cas de fatigue ou de sensation d'épuisement. Des points d'information sont installés au niveau des barages de contrôle routiers, mais également au sein des stations de transport public des voyageurs dans le but d'informer les conducteurs et les automobilistes sur les implications du manque de sommeil et de fatigue excessive sur la sécurité des usagers de la route et l'importance de s'accorder de petites pauses de repos pour les trajets qui dépassent les 200 ou 300 km, évitant ainsi de provoquer des accidents corporels et d'être à l'origine de drames pouvant endeuiller des familles.

K.N.

## Diversification de l'économie algérienne Loukal invite les entreprises chinoises à contribuer davantage

Le ministre des Finances, Mohamed Loukal, a invité hier, les entreprises chinoises à une plus grande contribution dans l'effort de diversification de l'économie algérienne et de réduction de sa dépendance aux hydrocarbures.

Lors d'une audience accordée à l'ambassadeur de Chine en Algérie, M. Li Lianhe, le ministre a salué «l'apport positif des entreprises chinoises dans la réalisation de grands projets structurants du pays», a indiqué un communiqué du ministère des Finances. Soulignant les liens historiques réunissant les deux pays, M. Loukal a fait noter le caractère stratégique de ces relations, consacré notamment par la conclusion de l'Accord de Partenariat stratégique global, signé entre les deux pays en février 2014, ainsi que l'adhésion de l'Algérie à l'initiative du président chinois baptisée «la ceinture et la route». Pour sa part, l'ambassadeur, qui a pris, depuis quelques mois, ses fonctions en Algérie, a exprimé sa «grande satisfaction quant à la densité des relations multiformes liant les deux pays», indique la même source. Il a affirmé que sa tâche consistait à oeuvrer pour donner une nouvelle impulsion à ces relations à travers, notamment l'investissement et les projets de partenariat.

La rencontre a été une occasion, pour les deux parties, de passer en revue l'état de la coopération bilatérale et les moyens de leur consolidation.

H. T.

## Conseil de la nation Présentation du projet de loi relatif aux activités de médecine vétérinaire

La Commission de l'agriculture et du développement rural du Conseil de la nation a tenu, hier au siège du conseil, une réunion consacrée à l'exposé du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, sur le projet de loi relatif aux activités de médecine vétérinaire, a indiqué un communiqué du conseil.

Lors de cette réunion, présidée par M. Abid Bibi, président de la Commission de l'agriculture et du développement rural et tenue en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Fethi Khouil, M. Omari a évoqué les modifications introduites dans la loi n°88-08 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale, ainsi que les objectifs et l'importance de ce texte, a précisé le communiqué.

Un riche débat a eu lieu entre le représentant du gouvernement et les membres de la Commission qui ont valorisé l'ensemble des modifications apportées au projet de loi modifiant et complétant la loi n° 88-08.

Les membres de la commission ont également posé nombre de questions et d'interrogations sur les dispositions et les mesures contenues dans le projet de loi.

Pour sa part, le représentant du gouvernement a répondu aux préoccupations des membres de la commission et clarifié d'autres points évoqués lors de leurs interventions.

A noter que la Commission de l'agriculture et du développement rural s'attelle actuellement à l'élaboration d'un rapport préliminaire sur ce sujet pour le présenter, ultérieurement, lors d'une séance plénière consacrée à l'examen de ce texte.

R. N.

Affaire d'exploitation d'une sablière en zone protégée à El Kala

## Jusqu'à 4 ans de prison requis

Le ministère public près le tribunal correctionnel d'El Kala a requis, lundi en fin de journée, des peines allant d'une à quatre ans de prison ferme, à l'encontre de quatre mis en cause, impliqués dans une affaire d'octroi d'un permis d'exploitation d'une sablière située au niveau de la zone protégée traversée par le parc national d'El Kala (Pnek).

Quatre années de prison ferme ont été ainsi requises à l'encontre des accusés A. K. (expert) et H. H. (ancien président de l'Agence nationale des activités minières (Anam), et trois années à l'encontre de A.B (expert) et une année pour le gérant de la Sarl Bousbia, poursuivis, entre autres, pour les chefs d'inculpation

d'exploitation d'activité minière dans un site protégé par les conventions internationales, faux et usage de faux, complicité et abus d'autorité dans une affaire reportée à deux reprises.

Les faits de cette affaire remontent, selon l'arrêt de renvoi, à 2017 suite à l'ouverture d'une enquête approfondie par les services de la Gendarmerie nationale d'El Tarf sur l'octroi d'un permis minier pour l'exploitation d'une sablière à Oum T'boul dans la daïra d'El Kala, au profit de la Sarl de statut privé ainsi que les modalités et procédures de l'adjudication du permis ciblant un site protégé du Pnek.

Le titre accordé par l'Anam, sous tutelle du ministère de

l'Industrie et des Mines, à la société privée pour l'exploitation de sable est venu en exécution d'une décision du Conseil d'Etat, devant lequel l'affaire a été portée.

L'enquête révéla que six sites ont été retenus à El Tarf, en juillet 2006, pour adjudication, dont celui d'Oum T'boul, pour lesquels le wali de l'époque avait introduit une opposition du fait qu'il s'agit de sites localisés sur une zone protégée mondialement, selon le même document.

En avril 2007, l'ensemble des adjudications furent annulées et en 2011, le gérant de la Sarl Bousbia avait introduit une action en justice pour demander à l'Anam, l'octroi du permis. S'en est suivie une série

de recours, de procédures et d'expertise qui s'est soldée par l'octroi du permis minier, en décembre 2016, par l'ex-président de l'Anam, à la Sarl Bousbia.

En février 2017, l'ancien wali d'El Tarf adresse à l'Anam son opposition à l'octroi de ce permis, accordé, dans un premier temps pour une durée d'exploitation de 10 ans puis 15 ans d'exploitation de la sablière par l'ex-président de l'Anam, puis pour une période de 20 ans, délivrée par l'ancien ministre de l'Industrie, Abdesslem Bouhouareb.

En octobre 2017, la société privée entame ses activités au niveau de la sablière d'Oum T'boul et ce, jusqu'à décembre de la même

année.

Au cours du procès qui a duré plus de 5 heures, la défense a plaidé la relaxe pour ses clients estimant que le gérant de la Sarl privée n'est qu'une victime de l'administration et que les autres accusés n'ont fait que suivre et appliquer la réglementation en vigueur s'agissant de l'octroi des permis d'exploitation des sablières..

Les représentants de la partie civile (un responsable du ministère de l'Industrie et des Mines et leurs deux avocats) ont réclamé 20 millions de dinars de dédommagement et l'annulation des permis d'exploitation. Le verdict sera prononcé le 20 mai courant. **APS**

# ÉVÈNEMENT ▶▶

Fournis par le ministère de la Défense

## Des brouilleurs pour lutter contre la fraude au Bac

Depuis quelques années, les examens de fin de cycles sont caractérisés par des fraudes. Cette année, les responsables ont pris les devants pour y faire face en recourant aux brouilleurs fournis par le MDN.



Par S. A. Mohamed

**E**n effet, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a fait savoir, hier à Alger, que le ministère de la Défense nationale (MDN) avait équipé les annexes de l'Office national des examens et concours (Onec) d'appareils de brouillage en vue de lutter contre la fraude lors des examens nationaux de l'année scolaire en cours. S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Belabed a indiqué que «le ministère de la Défense nationale a fourni et équipé les annexes de l'Onec de brouilleurs sophistiqués» en vue de lutter contre toute tentative de fuite de sujets par voie électronique, saluant le MDN pour cette mesure très importante qui s'inscrit dans le cadre de la sécurisation des examens scolaires. Le ministre a pré-

cisé également, que les annexes de l'Onec à Batna et Alger se chargeaient de l'impression de sujets du baccalauréat, tandis que les sept autres annexes prendront en charge l'impression de sujets des épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et de 5<sup>ème</sup> année primaire. Evoquant les mesures initiées par son secteur en coordination avec d'autres secteurs à l'effet de réprimer la fraude durant le baccalauréat, M. Belabed a souligné «l'importance et l'efficacité» de ces mesures, ajoutant que «les responsables du secteur sont en passe de réfléchir à reformuler les questions des épreuves du baccalauréat de façon à permettre aux candidats de ne pas chercher des réponses ailleurs». M. Belabed a affirmé, que ce genre de mesures coercitives de lutte contre la fraude «ont démontré

leur efficacité et permis de réaliser des résultats positifs ces dernières années, notamment avec la création de l'Organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication relevant du ministère de la justice, doté des moyens juridiques et réglementaires nécessaires». Il a insisté, à cette occasion, sur l'importance de dissuader le candidat au baccalauréat de recourir à la fraude électronique, «dont les conséquences sont déplorables (exclusion pour une durée de 5 ans pour les candidats scolarisés et 10 pour les candidats libres), déplorant, en outre, «la complicité de certains centres d'examens dans la diffusion et la distribution des sujets immédiatement après l'ouverture des plis des sujets». Le ministre a souli-

gné, dans ce sens, l'impératif de faire la distinction entre la fuite des sujets qu'il a qualifiée de «trahison» et la mauvaise gestion. Cependant, a-t-il poursuivi, les événements ayant émaillé, ces dernières années, les épreuves du baccalauréat, en particulier la publication des sujets «n'ont altéré en rien la crédibilité du baccalauréat, mais ont perturbé nos enfants», rappelant que les autorités compétentes ont enregistré, l'année dernière, 1 700 cas de fraude au baccalauréat. Pour faire face à ce phénomène de «triche» au Bac notamment, les autorités avaient recouru, entre autres, à des coupures d'Internet qui ont causé d'énormes désagréments aux usagers. Cette année donc, les brouilleurs du MDN ne toucheront pas l'ensemble du territoire national.

S.A.M.

Présidence de la République

## Tarek Kour nommé président de l'Office de lutte contre la corruption

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a nommé, hier, M. Tarek Kour, président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc), indique un communiqué de la Présidence de la République.

«M. Abdelkader Bensalah, chef de l'Etat, a nommé, hier, 14 mai 2019, M. Tarek Kour, président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (Onplc)», précise la même source.

Le 2 mai dernier, le chef de l'Etat avait mis fin aux fonctions de l'ancien président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, Sebaïbi Mohamed.

K. M.

Actions de sabotage contre des navires aux Emirats

## L'Algérie condamne «énergiquement»

L'Algérie a condamné «énergiquement», lundi par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif, les actes de sabotage ayant ciblé quatre navires près des eaux territoriales des Emirats arabes unies (EAU).

«Nous condamnons énergiquement les actes de sabotage ayant ciblé, le 12 mai 2019, quatre navires près des eaux territoriales de l'Etat des Emirats arabes unis et fustigeons de tels actes criminels qui constituent une menace pour la liberté et la sécurité de la navigation et du transport maritimes», a déclaré M. Benali Chérif.

Il a, également, appelé «tous les acteurs au niveau international à assurer toutes les conditions et moyens à même de prévenir de tels actes pour qu'ils ne se reproduisent plus, de par leur danger sur la liberté de circulation et de par leurs répercussions sur la sécurité régionale et internationale».

Les Emirats arabes unis avaient fait état dimanche, d'«actes de sabotage» contre quatre navires commerciaux de différentes nationalités à l'est de l'émirat de Fujairah.

H. R.

Pour le deuxième mardi de Ramadhan

## Les étudiants maintiennent la mobilisation

Par Karima Nacer

**L**es étudiants étaient en grand nombre, hier à Alger, à l'occasion de leur marche hebdomadaire. Malgré le jeûne, ils sont restés fortement mobilisés pour faire aboutir leurs revendications.

En effet, des milliers d'étudiants ont commencé tôt dans la matinée à investir la rue pour leur 12<sup>e</sup> mardi de manifestations. La mobilisation était forte malgré les aléas du jeûne et un temps chaud avec des températures estivales. Arpentant les rues de la capitale sous le soleil, les étudiants déterminés et fidèles à leur engagement, ont réitéré leurs revendications habituelles,

insistant, notamment sur un changement politique radical dans le pays. Vers 10h30, les forces de l'ordre commencent à être déployées devant la Grande-Poste pour empêcher les étudiants de marcher vers la place Audin. Contrairement aux mardis précédents, les étudiants ont refusé de se confiner devant l'esplanade de la Grande-Poste, ils se sont donné rendez-vous du côté du jardin Sofia pour entamer une marche. Malgré un dispositif policier énorme mobilisé pour la circonstance, ils ont réussi à forcer les cordons policiers pour marcher vers l'APN et le tribunal de Sidi M'hamed. Ainsi, devant le Parlement, les étudiants ont fait une halte en scandant

«FLN Elkhawana», (FLN les traîtres). Les étudiants ont marché ensuite jusqu'au tribunal de Sidi M'hamed, réclamant ainsi l'indépendance de la justice. «Le peuple veut une justice indépendante», scandaient les manifestants.

Enveloppés de l'emblème national, comme à chaque manifestation, les étudiants ont maintenu la même dynamique et les mêmes revendications : rejet de la présidentielle du 4 juillet, demande d'une transition démocratique et surtout le départ des symboles du régime. Ils criaient tous ensemble : «Etudiants, étudiants, nous sommes venus enlever la bande», «Talaba, Talaba, djina nahw al issaba».

«Makanch intikhabat maâ l'issabat», (Il n'y aura pas d'élections avec les gens au pouvoir), «Dégagez tous». «Rien ne nous arrêtera», clamaient les étudiants. «Echaâb yourid yetnahaw ga3», «le peuple réclame le départ de toutes les figures du système», scandent un autre étudiant.

La marche des étudiants s'est déroulée sous le regard passif de policiers. Ils ont exprimé au passage leur volonté ainsi que la volonté du peuple algérien de réformes approfondies dans le pays. Ils ont également entonné, en chœur, des chants patriotiques. «Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au démantèlement de la

bande», chantaient les manifestants, soulignant que la mobilisation pacifique se poursuivra jusqu'au départ du système. Vers 13h, les manifestants accèdent enfin sur le parvis de la Grande-Poste.

A l'intérieur du pays aussi, des rassemblements se sont déroulés hier, dans plusieurs wilayas, notamment à Béjaïa, Tizi Ouzou, Sidi Bel Abbès, Constantine, Oran et Boumerdès. La mobilisation était grandiose pour demander le changement politique dans le pays et l'instauration d'une république démocratique. Le mot d'ordre de «silmiya», «pacifique», a été maintenu.

K. N.

Patrimoine matériel et immatériel

# Le corps diplomatique accrédité en Algérie visite des expositions

Le palais de la Culture Moufidi Zakaria a abrité, dimanche soir, des expositions sur le patrimoine algérien matériel et immatériel en présence de nombre d'ambassadeurs et de membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.



Organisée par le ministère de la Culture en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, cette visite a permis aux diplomates étrangers de prendre connaissance du patrimoine algérien, aussi bien matériel, à l'instar des dernières découvertes archéologiques du gisement préhistorique de Aïn El Hanech (à Sétif), que immatériel, partagé avec plusieurs pays africains et classé patrimoine universel par l'Unesco.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a indiqué que «l'Algérie est un pays libre qui aspire à la paix avec tous

les Etats, notamment les pays voisins», affirmant que «l'avenir de l'Algérie réside dans l'intérêt accordé à la jeunesse, à la culture, à l'éducation et à l'élément féminin, telle est l'image que nous souhaiterions donner à l'Algérie».

La soirée à laquelle a assisté également la ministre de la Culture, Meriem Merdaci, a débuté par une visite de l'exposition «Voyage photographique de Marsel Van dans les terres de l'Algérie ancienne» qui se poursuivra jusqu'au 17 mai. Une collection d'une quarantaine de photos prises par le Néerlandais Marsel Van de 36 sites archéologiques à l'exemple des ruines romaines de

Tipasa, de Sétif (Djemila) et de Batna (Timgad).

Au programme de la soirée, une deuxième exposition intitulée «Le patrimoine culturel immatériel de l'Afrique» a ravi les invités qui ont découvert des habits traditionnels telle que la chedda de Tlemcen, la poterie de la ville de Sejane de Tunisie, la musique de Bigwala de l'Ouganda ou encore l'épopée Hilali de l'Egypte et la danse africaine de Guinée.

Organisée par le Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (Crespiaf), cette deuxième exposition, parrainée par l'Unesco, se poursuivra

jusqu'au 6 juin prochain et fera part aux visiteurs du patrimoine immatériel (identité, rituels, musique, danse, narration, traditions...) de 27 pays africains.

La soirée s'est terminée par une troisième exposition, qui se poursuivra jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, consacrée aux «Industries artisanales et objets décoratifs» faisant découvrir les oeuvres d'une trentaine d'artisans de plusieurs arts graphiques, tels que la peinture sur verre, la distillation de l'eau de rose, la confection de gâteaux et la broderie.

Placé sous le thème «Sécuriser le patrimoine culturel», le Mois du patrimoine 2019 (18 avril-18 mai) a pour objectif la valorisation du patrimoine culturel local, et la sensibilisation des instances, des différents établissements, des citoyens et des organisations de la société civile sur l'importance de préserver et de promouvoir le patrimoine culturel.

T. K.

Raffermissement des relations interarabes

## L'Emir du Koweït salue le soutien de l'Algérie aux efforts de son pays

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu, lundi, un message de l'Emir du Koweït, Cheikh Sabah al-Ahmad al-Jabir al-Sabah, dans lequel il a salué le soutien de l'Algérie aux efforts de l'Etat du Koweït visant «le raffermissement des relations interarabes», indique la Présidence de la République dans un communiqué.

«Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu un message de Son Altesse Cheikh Sabah al-Ahmad al-Jabir al-Sabah, Emir de l'Etat du Koweït, en réponse au message que lui a transmis le ministre des Affaires étrangères, lors de sa visite officielle au Koweït», a précisé la même source.

Après avoir présenté ses vœux à l'occasion du Ramadhan, «Son Altesse s'est félicité des relations fraternelles fortes unissant l'Etat du Koweït et l'Algérie, soulignant l'attachement permanent et partagé des deux pays à promouvoir les cadres de la coopération dans les différents domaines pour servir l'intérêt commun des deux pays frères», ajoute le communiqué.

Il a mis en avant, également, la convergence de vues entre lui et le chef de l'Etat sur «l'importance du maintien de la concertation et de la coordination entre les deux pays frères sur l'ensemble des questions aux plans régional et international», saluant «le soutien de l'Algérie aux efforts de l'Etat du Koweït visant le raffermissement des relations entre les Etats frères ainsi que ses offices en faveur du règlement des différends et la réunification des rangs», a conclu le communiqué de la Présidence.

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, avait effectué une visite de travail, le 5 mai au Koweït, à l'invitation de son homologue, Cheikh Sabah Khaled Al-Hamad Al Sabah, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Koweït.

M. Boukadoum avait été reçu par l'Emir du Koweït à qui il a transmis un message de la part du chef de l'Etat, M. Abdelkader Bensalah.

T. K.

El goul Saïd Garbaâ de Téléghema

## Une banque du patrimoine oral séculaire

Saïd Garbaâ, de son vrai nom Abdelwahab Garbaâ, est un goul depuis plus de 40 ans bien célèbre à Téléghema (sud de Mila) où il perpétue une tradition orale séculaire inspirée d'un patrimoine de proverbes et de maximes indissociables des traditions chevaleresques des habitants de cette campagne du pays profond.

Père de neuf enfants (5 garçons et 4 filles), ammi Saïd, âgé aujourd'hui de 70 ans demeure attaché à la terre et à son travail qu'il n'a cessé d'exercer. Cavalier émérite, Saïd monte peu aujourd'hui en raison de l'âge même si sa passion pour les chevaux demeure intacte et assure l'avoir hérité de son père qui fut un cavalier de renom dans toute la région de Téléghema.

Se reconnaissant analphabète, il confie n'avoir jamais eu la chance d'avoir une instruction à l'exception des quelques mois passés au «koutab» de sa mechta natale, Dekhlet Beloum, puisqu'il devient berger très tôt.

Durant les années 1970, son père lui offre l'opportunité de briser son étriqué univers routinier du petit berger, en l'amenant avec lui vers des lieux d'infinies rencontres que sont les assemblées communautaires des zaouias, les places publiques de marchés et les fêtes.

C'est dans ces espaces publics que Saïd a commencé à constituer son recueil de proverbes, de maximes, d'aphorismes et de

contes auprès des grands goulaine (pluriel de goul, conteur), de l'époque à l'instar de Hadj Djemoui de Doucène (Biskra) et Hadj Salah d'El Eulma (Sétif).

«Etant analphabète, je mémorisais les paroles des goulaine la première fois, dès que je les entends», assure Saïd.

Durant les années 1980, il s'essaya à ses premières productions en public au début à Téléghema puis dans tout autre endroit ailleurs.

Encouragé par son père, il parvient rapidement à capter l'attention des auditeurs. Sa confiance en soi grandissant, Saïd prête davantage de soin à l'enrichissement de son répertoire de proverbes, maximes, sentences et autres traditions orales reflétant l'authenticité de la société et ses valeurs d'entraide, de fraternité, d'honneur et d'abnégation.

Toujours enturbanné et vêtu de sa large gandoura blanche, Saïd confie que la sentence du chèche (turban) est sa préférée et est consacré à vanter les bienfaits de cette coiffure ancestrale et les diverses manières de l'utiliser.

Il répète souvent la sentence de Lehya ouaâr (la décence est dure) qu'il entame à la manière d'un prêche par «écoutes mon fils», suivi d'une série de conseils et orientations.

Dans toute la région de Téléghema, il ne se passe aucune occasion communautaire sans que ammi Saïd ne soit invité et là où il

se trouve, il se fait vite entouré, telles les grandes stars, d'auditeurs tout ouïe pour ses maximes et proverbes précieux hérités d'un autre temps et déclamer d'une voix distincte avec une fluidité de la parole plutôt rapide.

La réputation de ammi Saïd Garbaâ dépasse bien les limites de la wilaya de Mila, notamment après la large diffusion de ses vidéos par l'association Nass El Baroud sur les réseaux sociaux.

Un travail est actuellement mené pour recueillir dans un ouvrage les maximes mémorisées par Garbaâ pour transmettre ce patrimoine populaire, plusieurs fois séculaire, aux générations futures, a indiqué H'mida Talbi, président de l'association Nass El Baroud dont cheikh Garbaâ est membre depuis plusieurs années.

Pour le Dr Abdelhamid Bouchoucha de la Faculté des sciences de l'information et de la communication de l'université de Constantine, el goul jouait par le passé un rôle important dans la préservation de la culture populaire authentique et consolidait les rapports sociaux en diffusant les valeurs nobles et vertus caractéristiques de la morale sociale.

Derrière sa simplicité apparente, el goul représente un véritable gardien du patrimoine culturel ancestral dont il assure la transmission, a relevé l'universitaire qui a insisté sur l'impérative protection de ce pan de la culture populaire orale.

Y. L.

Durant l'année passée

# Les investissements dans le secteur de l'énergie se sont stabilisés

Les investissements dans le secteur de l'énergie mondial se sont stabilisés en 2018 à près de 1,8 trillion (1 800 milliards) de dollars après trois ans de déclin, a indiqué un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié hier.



« Les investissements mondiaux dans le secteur de l'énergie se sont stabilisés en 2018, mettant ainsi fin à trois années de baisse consécutives, alors que les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables stagnaient », a précisé le dernier rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie World Energy Investment 2019.

Selon le rapport, l'augmentation des dépenses d'approvisionnement en pétrole, en gaz et en charbon a été compensée par une diminution des dépenses consacrées à la production et à l'énergie renouvelable à partir de combustibles fossiles, alors que les dépenses d'efficacité n'ont pas changé.

Le secteur de l'électricité, a ajouté le rapport, attire toujours, pour la troisième année consécutive, le plus d'investissements, dépassant ainsi ceux du pétrole et du gaz.

L'AIE fait remarquer que la Chine a été en 2018 le « plus grand » marché pour les investissements énergétiques, constant cependant une réduction de son avance par rapport à d'autres pays.

Pour leur part, les Etats-Unis et l'Inde ont

enregistré la « plus forte » augmentation au cours des trois dernières années, a précisé l'agence, relevant que d'autres régions ont été « moins dynamiques », en raison de la baisse des prix du pétrole (Moyen-Orient), du rééquilibrage entre les anciennes et les nouvelles parties du système (Europe) et des risques de financement (subsaharienne).

« Les investissements dans l'énergie font maintenant face à des incertitudes sans précédent, avec des changements dans les marchés, les politiques et les technologies », a noté le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol, précisant que l'essentiel, « c'est que le monde n'investit pas assez dans les éléments traditionnels de l'approvisionnement pour maintenir les modèles de consommation actuels, pas plus qu'il n'investit suffisamment dans des technologies énergétiques plus propres pour changer de cap ».

L'analyse de l'AIE fait ressortir que les dépenses d'approvisionnement en énergie ont été « largement » orientées vers les projets ayant des délais d'exécution plus courts. Ces dépenses reflètent en partie, explique-t-on, les préférences des investisseurs pour

une « meilleure gestion » du capital à risque, compte tenu des incertitudes quant à l'orientation future du système énergétique.

Toutefois, le pouvoir d'achat des investissements a augmenté avec le temps dans certains secteurs.

« En tenant compte de la baisse des coûts, les investissements dans l'énergie renouvelable ont augmenté de 55% depuis 2010 et l'évolution des coûts a atténué l'effet de la réduction des dépenses de pétrole et de gaz depuis 2014 », a encore relevé le rapport qui recommande « davantage » d'investissement dans l'approvisionnement énergétique, avertissant que les opportunités et les risques « varient énormément selon le chemin emprunté par le monde ».

Pour l'agence, les tendances actuelles en matière d'investissement « ne correspondent pas à la direction que le monde semble prendre », notamment du fait que l'approbation de nouveaux projets pétroliers et gaziers conventionnels reste « insuffisante » pour répondre à la croissance soutenue de la demande.

Par rapport à l'Accord de Paris sur le climat, le rapport explique que même si les

coûts baissent dans certaines régions, les investissements dans l'offre et la demande à faibles émissions de carbone « stagnent, en partie à cause de l'insuffisance de l'orientation des politiques pour faire face aux risques persistants ».

Dans le scénario de développement durable, le rapport prévoit une élévation de la part des investissements à faibles émissions de carbone à hauteur de 65 % d'ici à 2030, mais ceci nécessiterait, explique-t-on, un changement « radical » de la portée de la politique, des nouvelles solutions de financement au niveau de la consommation et de la masse, ainsi que des technologies à plus rapides progrès.

Reda A.

## En mai dernier Le moral des investisseurs allemands repasse en négatif

Le moral des investisseurs allemands a rechuté en mai à -2,1 points, effaçant la courte remontée en terrain positif opérée le mois dernier, selon le baromètre de l'institut ZEW publié mardi.

Après avoir atteint à l'automne son plus bas niveau depuis 2012, cet indicateur particulièrement instable a reculé de 5,2 points sur un mois, tandis que l'appréciation de la situation conjoncturelle allemande s'est de nouveau améliorée, de 2,7 points, pour parvenir à 8,2 points, après une forte chute au mois dernier.

Ces données déjouent les attentes du panel d'analystes interrogé par Factset, tablant sur une poursuite en mai de la remontée du moral des investisseurs à 5,0 points.

Or, la baisse de l'indicateur montre que les experts sondés sur les marchés financiers « continuent à miser sur une croissance économique modérée en Allemagne pour les six prochains mois », a commenté Achim Wambach, président du ZEW, cité dans un communiqué.

L'Allemagne connaît toujours une santé éclatante du marché du travail mais son économie semble s'essouffler, à en croire les prévisions atones de croissance, divisées mi-avril par deux par le gouvernement.

Celui-ci table désormais sur une hausse du produit intérieur brut de 0,5% en 2019.

Certes il y a eu des notes plus positives dernièrement, concernant tant la production et les exportations allemandes que la croissance économique de la zone euro au premier trimestre, ce qui fait que l'économie allemande « pourrait également avoir progressé plus que prévu » à la fin mars, selon le président du ZEW.

Mais « la plus récente escalade du conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine augmente encore l'incertitude en termes d'exportations allemandes, qui sont un pilier de la croissance », ajoute M. Wambach.

La performance du PIB allemand au premier trimestre sera dévoilée aujourd'hui.

La banque HSBC s'attend à un timide rebond de 0,3% par rapport au trimestre précédent, après une deuxième partie d'année 2018 qui avait frisé la récession.

G. N.

## Le Brent à plus de 70 dollars

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, les investisseurs se concentrant sur le conflit commercial sino-américain qui menace la croissance mondiale, même si l'offre pourrait être affectée par les tensions au Moyen-Orient.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 70,18 dollars à Londres, en baisse de 5 cents par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juin cédait 20 cents à 60,84 dollars.

« Les incertitudes qui entourent le dossier des tensions entre la Chine et les Etats-Unis ont évidemment obscurci les perspectives

de la demande mondiale de pétrole, et cela pèse sur les cours », a résumé Lukman Otunuga, analyste.

Alors que la guerre commerciale entre les deux pays vient de connaître une nouvelle flambée avec l'imposition mutuelle de droits de douane punitifs, le président américain Donald Trump a fait savoir qu'il s'entendrait avec ses homologues chinois, mais aussi russe en marge du sommet du G20 prévu à la fin juin au Japon.

Interrogé sur cette perspective, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, a cependant déclaré n'avoir « aucune information pour le moment ». Mais alors que les autres valeurs à risque étaient plombées par ces rebondis-

sements, le pétrole limitait ses pertes « en raison de craintes sur l'offre », a commenté Michael van Dulken, analyste.

La tension monte au Moyen-Orient, où les Etats-Unis ont durci leurs sanctions contre l'Iran et où les Emirats arabes unis ont promis une enquête « professionnelle » et transparente sur le « sabotage délibéré » de quatre navires dans le Golfe, près du détroit d'Ormuz. L'Iran, qui avait menacé de bloquer le passage de ce détroit crucial au commerce mondial d'or noir, a nié toute responsabilité, mais « les participants du marché sont désormais bien plus conscients du risque qui entoure cette région », ont commenté les analystes.

Reda A.

Al-Sarraj en Europe

# Appels à un cessez-le-feu et à la reprise du dialogue

La nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et de la relance du processus politique pour une sortie de crise en Libye a été soulignée à l'Union européenne, lors d'entretiens avec le chef du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen Favez al-Sarraj, alors que Tripoli est le théâtre, depuis plus d'un mois, d'agressions lancées par le général à la retraite, Khalifa Haftar.



**A** Bruxelles, où se trouvait lundi le président du Conseil présidentiel du GNA, Favez al-Sarraj, dans le cadre d'un périple à l'étranger en quête de soutiens, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont, dans une déclaration commune, «condamné» l'offensive menée par les forces de Haftar contre Tripoli, au terme d'une réunion sur la situation en Libye.

«L'attaque militaire de la LNA (l'Armée nationale libyenne) contre Tripoli et l'escalade qui s'en est constituée une menace pour la paix et la sécurité internationales et menacent davantage la stabilité de la Libye», ont-ils mis en garde.

Dans le document, l'UE a appelé toutes les parties à «mettre en oeuvre immédiatement un cessez-le-feu et à coopérer avec les Nations unies pour assurer une cessation complète et globale des hostilités».

Pour les Européens, «les attaques aveugles contre des zones résidentielles

densément peuplées peuvent constituer des crimes de guerre, et ceux qui violent le droit international humanitaire doivent rendre des comptes».

Dans ce contexte, la haute représentante de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, a appelé les parties concernées à cesser les hostilités et à faire prévaloir le dialogue sous l'égide de l'ONU, à l'issue de sa rencontre avec Favez al-Sarraj et l'envoyé des Nations unies en Libye, Ghassan Salamé, à Bruxelles.

«Notre rencontre, aujourd'hui, avec Favez al-Sarraj et Ghassan Salamé a porté sur la situation en Libye et de ce que l'UE peut faire pour contribuer au cessez-le-feu et au lancement du processus politique», a-t-elle déclaré.

La Libye sera aujourd'hui un des principaux points de négociation du Conseil des Affaires étrangères de l'UE, a ajouté Mme Mogherini.

## Pas de solution militaire en Libye

Dans le cadre des consultations sur la Libye, Favez al-Sarraj a rencontré aussi le président du Conseil européen Donald Tusk qui a fait savoir de son côté, qu'une solution à la crise libyenne ne pouvait pas être obtenue par voie militaire.

Lors d'un entretien lundi à Bruxelles avec Ghassan Salamé, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a, lui aussi, exhorté les parties concernées par la crise libyenne à «mettre fin aux combats et à reprendre le processus politique». L'émissaire onusien a, quant à lui, une nouvelle fois écarté l'option militaire et souligné que «la solution militaire est difficile à Tripoli» et que plusieurs pays de la région et parties internationales «jugent impossible une telle option». La semaine dernière, le chef de la diplomatie britannique, Jeremy Hunt, avait estimé qu'il ne pouvait

pas y avoir de «solution militaire» aux affrontements en Libye, après des discussions à Londres avec Favez al-Sarraj.

«S'engager à un cessez-le-feu et à un retour aux négociations politiques sous l'égide de l'ONU est la seule manière d'aller de l'avant», a-t-il ajouté.

Le Royaume-Uni avait proposé une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU demandant un cessez-le-feu, qui n'a pu être approuvée, faute de consensus.

Pour rappel, les hostilités lancées par Haftar en vue de prendre le contrôle de Tripoli ont fait, depuis leur déclenchement le 4 avril, plus de 450 morts et plus de 2 000 blessés, selon le dernier bilan établi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La situation humanitaire en Libye où plus de 55 000 personnes ont été déplacées par les combats et bombardements de Tripoli, a été aussi au centre des discussions de lundi à l'UE. Dans ce sens, Mme Mogherini a souligné l'«importance d'assurer l'accès humanitaire et la nécessité de protéger les civils».

«Le travail continue, en coopération avec l'Organisation des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale de la Commission des migrations, afin de protéger et d'aider les migrants dans les centres de détention», a-t-elle précisé.

Sur le terrain, les combats à Tripoli continuent et Khalifa Haftar poursuit ses agressions ignorant les appels de la communauté internationale à un cessez-le-feu immédiat.

Déplorant la poursuite de ces affrontements dans la capitale libyenne, la Cour pénale internationale (CPI) a affiché récemment sa disposition à enquêter et poursuivre les individus ou parties commettant des actes constituant des crimes relevant de la compétence de la Cour.

«Alors que je m'adresse à vous aujourd'hui, à mon grand regret, les combats en Libye se poursuivent sans relâche», avait dit sa procureure, Fatou Bensouda qui briefait le Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Libye. «La sécurité des migrants et des réfugiés détenus dans des centres situés à proximité des zones de combat suscite de graves préoccupations», a-t-elle déploré.

R. N.

Suède

# La justice relance les poursuites pour viol contre Julian Assange

**L**a justice suédoise a annoncé lundi la réouverture de l'enquête pour viol contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, espérant le voir comparaître devant un tribunal avant la prescription du crime en 2020 s'il n'est pas extradé d'ici là vers les Etats-Unis.

L'annonce du parquet de Stockholm relance un feuilleton judiciaire qui dure depuis près d'une décennie, pendant laquelle Julian Assange et ses soutiens n'auront eu de cesse de dénoncer une manœuvre destinée à le faire extradier vers les Etats-Unis pour y répondre des fuites de documents secrets américains par WikiLeaks.

Lundi également, les défenseurs de Julian Assange ont affirmé à Madrid que l'Equateur avait accepté de saisir et de remettre aux Etats-Unis les documents et le matériel informatique restés à l'ambassade d'Equateur à Londres, produisant un document attribué à la justice équatorienne. L'avocat espagnol de M. Assange, Aitor Martinez, a dénoncé une «violation absolue du droit à la défense».

C'est officiellement pour éviter l'extradition aux Etats-Unis que

l'Australien s'était réfugié en 2012 à l'ambassade d'Equateur à Londres. En son absence, et faute de pouvoir faire avancer l'enquête, la justice suédoise avait abandonné les poursuites en mai 2017.

Mais son arrestation spectaculaire le 11 avril à Londres avait ravivé l'espoir de la plaignante et de son avocate de le voir remis à la Suède en vue d'un procès avant la prescription échéant en août 2020.

«J'ai décidé aujourd'hui de rouvrir l'enquête», a annoncé Eva-Marie Persson, procureure adjointe, lors d'une conférence de presse. «M. Assange étant sorti de l'ambassade équatorienne, les circonstances sont réunies pour demander sa remise (à la Suède) en vertu d'un mandat d'arrêt européen, ce qui n'était pas le cas avant le 11 avril», a-t-elle ajouté.

Le parquet va émettre dans les plus brefs délais un mandat d'arrêt européen à l'encontre de M. Assange.

## «Totement innocent»

Agée d'une trentaine d'années à l'époque des faits, la plaignante avait rencontré son agresseur pré-

sumé lors d'une conférence de WikiLeaks à Stockholm. Elle l'accuse d'avoir engagé un rapport sexuel dans la nuit du 16 au 17 août, pendant qu'elle dormait et sans préservatif, alors qu'elle lui avait, à plusieurs reprises, refusé tout rapport non protégé.

Julian Assange a toujours soutenu qu'elle était consentante et avait accepté de ne pas utiliser de préservatif.

L'Australien avait été interrogé le 31 août 2010 par la police suédoise à Stockholm au sujet d'une plainte pour agression sexuelle déposée par une première jeune femme pour des faits présumés commis le 13 août. Cette procédure a été frappée par la prescription en 2015.

Il n'avait en revanche jamais été entendu au sujet de la plainte pour viol d'une autre jeune femme, jusqu'à son audition à l'ambassade équatorienne en novembre 2016 par un procureur équatorien en présence d'une magistrate instructrice suédoise.

«Je suis totalement innocent», écrivait-il dans un message publié avec la retranscription de ses déclarations au procureur équatorien. Son avocat suédois, Per E

Samuelson, a estimé lundi, que la Suède se «ridiculisait» en relançant des poursuites «vieilles de 10 ans». «Je ne suis pas le moins du monde inquiet pour ce qui concerne la question de la culpabilité», a-t-il dit à la télévision.

## «Une chance de se disculper»

Face à l'impossibilité d'obtenir sa comparution devant un tribunal, le parquet suédois avait alors décidé de classer l'enquête en 2017. Cette décision «n'était pas fondée sur un manque de preuves, mais sur les circonstances qui entraient l'enquête», a souligné Mme Persson.

WikiLeaks a réaffirmé lundi, que Julian Assange s'était réfugié à l'ambassade de l'Equateur à Londres «pour éviter une extradition vers les Etats-Unis, pas pour éviter une extradition vers la Suède». La relance des poursuites «va lui offrir la chance de se disculper», a réagi le rédacteur en chef de WikiLeaks, Kristinn Hrafnsson, dans un communiqué.

Pour l'avocate de la plaignante, la décision de la justice suédoise «envoie un signal fort». «Nul n'est

au-dessus de la loi, pas même quand on s'appelle Julian Assange», a lancé Elisabeth Massi Fritz à la presse à Stockholm.

Julian Assange, 47 ans, est inculpé par la justice américaine d'association de malfaiteurs en vue de commettre un «piratage informatique», pour avoir aidé l'analyste du renseignement américain, Chelsea Manning, à obtenir un mot de passe et ainsi à accéder à des milliers de documents classés secret-défense.

Il refuse d'être extradé vers les Etats-Unis, où selon le représentant de la justice américaine, il risque une peine maximale de cinq ans de prison. La procédure d'examen de la demande d'extradition vers les Etats-Unis suit son cours.

Toutefois selon le parquet suédois, en «cas de concurrence entre un mandat d'arrêt européen et une demande d'extradition américaine, ce sont les autorités britanniques qui fixent l'ordre de priorité». En attendant, Assange a été condamné à 50 semaines de prison par un tribunal britannique pour violation de ses conditions de liberté provisoire.

AFP

Période estivale

# Impératif d'introduire les différents sports dans l'activité touristique

**Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a mis en avant, lundi à Alger, l'importance d'introduire les différentes disciplines de sports dans l'activité touristique et les rendre accessibles à toutes les franges de la société, notamment durant la période estivale.**



« Il faut généraliser et promouvoir l'activité sportive, notamment les sports aquatiques durant cette saison qui connaîtra un programme riche comprenant plusieurs activités sportives, culturelles et de loisirs », a indiqué M. Benmessaoud lors d'une visite d'inspection au niveau du complexe touristique de Sidi Fredj (Alger-Ouest), en cours de réhabilitation, accompagné du ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Bernaoui.

A ce propos, le même ministre a insisté sur l'impératif de « renforcer et d'appuyer la coopération et le partenariat avec le secteur de la Jeunesse et des sports dans le cadre de

la mise en oeuvre de la convention signée entre les deux départements », soulignant l'importance de la mise de ces structures sportives à la disposition des athlètes pour les exploiter dans leurs préparatifs et leurs stages au lieu d'aller à l'étranger.

Il sera procédé, vers la fin de l'année en cours, à l'inauguration de plusieurs entreprises hôtelière au niveau des régions montagneuses dans les wilayas de Béjaïa et Tizi Ouzou afin d'encourager l'éco-tourisme et les randonnées, notamment à Tikjda et Tala Guilef, a-t-il ajouté.

Appelant les responsables chargés de la réhabilitation de l'hôtel El Marsa et du port de Sidi Fredj à l'accélération du

rythme de réalisation, le ministre du Tourisme a mis l'accent sur la nécessité d'assurer « des services de qualité adaptés aux normes en vigueur à des prix abordables ».

Dans ce sens, le ministre a rappelé l'actualisation de la convention conclue avec les partenaires sociaux pour permettre aux travailleurs de passer leurs vacances estivales en Algérie à des prix concurrentiels et ce, pour encourager le tourisme interne.

Pour sa part, M. Bernaoui a mis en exergue l'intérêt que revêt le renforcement de la coopération et du partenariat avec le secteur du tourisme dans le but de permettre aux clubs sportifs et aux jeunes de

profiter de ces structures sportives à des prix acceptables.

De son côté, le directeur général du groupe Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT), Lazhar Bounafaâ a révélé qu'il sera prochainement procédé à l'ouverture de l'académie des métiers et des sports aquatiques, outre la restauration de la Maison de l'architecte Fernand Pouillon qui a réalisé plusieurs complexes et structures touristiques et hôtelières en Algérie.

Il a rappelé, en outre, l'opération de réhabilitation et d'extension du complexe de thalassothérapie de Sidi Fredj qui sera mis en service à partir de juillet prochain après avoir été modernisé et équipé.

Reda A.

Khenchela

## Huit nouveaux établissements hôteliers pour renforcer le secteur du tourisme

Le secteur du tourisme de la wilaya de Khenchela sera renforcé par huit nouveaux établissements hôteliers en cours de réalisation à travers plusieurs communes de la wilaya, a annoncé dimanche, le directeur du tourisme et de l'artisanat.

Dans une déclaration à l'APS, Zoubir Boukaâbache a indiqué que « les travaux des infrastructures touristiques, réparties à travers les communes de Khenchela, El Hamma, Remila, El Ouedja, Chechar et El Mahmal, affichent des taux d'avancement divers », soulignant toutefois que les chantiers de deux hôtels, implantés dans la commune d'El Hamma avancent « à un rythme soutenu ».

Il a indiqué, dans ce contexte, que ces établissements hôteliers, d'une capacité d'accueil globale de l'ordre de 282 lits seront « réceptionnés et mis en

service durant l'année 2020 ».

En plus de la création de plus de 400 postes d'emploi permanents pour les jeunes de la région, ces infrastructures, des hôtels et des villages touristiques, sont susceptibles de porter à 1 091 lits la capacité d'accueil à l'échelle locale et ce, à court et moyen termes, a souligné le même responsable.

Le ministère de tutelle avait donné son aval pour la réalisation de 14 projets d'investissement dans le domaine du tourisme à Khenchela, dont huit ont été lancés en travaux, a assuré M. Boukaâbache, notant « qu'un projet est à l'arrêt pour des litiges judiciaires et cinq autres n'ont pas encore été entamés pour des problèmes administratifs ». Dans l'objectif d'accompagner les investisseurs dans la concrétisation de leurs projets, la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Khenchela est

intervenu cette année auprès de l'administration locale (DAL) en vue de relancer deux projets touristiques d'une capacité totale de 270 lits.

« La non-disponibilité d'assiettes foncières consacrées au secteur du tourisme, les litiges judiciaires et le problème du financement sont, entre autres, les principaux facteurs qui freinent le développement de l'investissement dans le domaine du tourisme dans la wilaya de Khenchela », a affirmé la même source.

Disposant d'un parc hôtelier de six structures, d'une capacité globale de 495 lits, la wilaya de Khenchela, considérée comme l'une des destinations touristiques nationales réputée pour ses zones montagneuses, ses sources thermales et son désert enregistre « un grand déficit en matière d'établissements hôteliers », a indiqué M. Boukaâbache.

R. T.

### Après sa mise à niveau Réouverture du jardin familial Theveste à Tébessa

■ Le jardin familial Theveste de Tébessa, situé sur la route menant vers la wilaya de Annaba, a été rouvert au grand bonheur du public à l'occasion du mois sacré de Ramadhan et l'approche de la saison estivale, a-t-on constaté lundi.

La réouverture de ce jardin familial public a eu lieu après l'achèvement d'un vaste chantier de mise à niveau et l'aménagement de nouvelles surfaces pour la création d'espaces de distraction et d'attraction pour les habitants de cette wilaya frontalière, a-t-on précisé à la direction de l'administration locale (DAL).

Selon la même source, « l'exploitation de ce jardin public, qui s'étend sur environ 5,5 ha, a été confiée à un investisseur privé selon la formule location sur 10 ans pour un coût de 6 millions de DA par an », ajoutant que l'objectif était de « garantir une meilleure exploitation des biens de l'Etat et la création de nouvelles sources de revenus ».

L'aménagement de ce jardin familial s'inscrit dans le cadre du programme de la wilaya visant la création d'espaces de distraction et lieux de détente au profit des familles tébessiennes surtout à l'approche de la saison estivale et l'arrivée du mois sacré, a-t-on expliqué.

L'aménagement du jardin familial Theveste a permis la création d'espaces verts pour les familles, 10 aires de jeu et de détente pour enfants et adultes, en plus d'un espace aménagé pour abriter les soirées culturelles et artistiques programmées à l'occasion du Ramadhan et la saison estivale, a-t-on constaté sur place.

Par ailleurs, la DAL a indiqué que les travaux de réalisation d'une piscine à l'intérieur de ce jardin se poursuivent, relevant l'impact de cet équipement devant constituer une « bouffée d'oxygène » pour les jeunes et les enfants de cette wilaya.

D'importants projets d'investissement dans le secteur des forêts pour la création d'aires de repos et de distraction à travers les différentes communes de la wilaya sont en cours d'étude par les services spécialisés, a souligné la direction, annonçant le lancement de projets de création d'aires de détente dans deux forêts dans la localité de Gaâgaâ (commune de Hammamet) et dans la commune d'El Houijbât.

R. T.

### Tissemsilt Ouverture d'une première exposition sur les oiseaux migrateurs

■ Une première exposition sur les oiseaux migrateurs vivant en zones humides s'est ouverte lundi à la Maison de l'environnement de Tissemsilt, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs.

Initiée par la Maison de l'environnement en collaboration avec la Conservation des forêts et la direction de l'environnement de la wilaya, l'exposition présente des photos de différents oiseaux migrateurs vivant en zones humides de la wilaya, dont le flamant rose, le canard à col vert, le moineau blanc et le petit plongeur.

Cette exposition de trois jours, organisée sous le slogan « Ensemble préservons les oiseaux migrateurs », étale des portraits d'oiseaux migrateurs faits par des adhérents de la Maison de l'environnement et des collections de livres scientifiques sur les espèces rares de ces oiseaux à travers le monde.

Des activités sont programmées, notamment un concours du meilleur dessin d'oiseau migrateur vivant dans la zone humide du barrage de Bougara (Tissemsilt), destinées aux adhérents des clubs verts des écoles primaires de Tissemsilt.

Le programme comporte aussi une conférence, qui sera animée par un cadre de la Conservation des forêts traitant de la campagne d'observation et de recensement hivernal des oiseaux migrateurs dans la wilaya, ainsi que la projection d'une vidéo sur le recensement ornithologique élaboré par la Conservation.

K. M.

Boumerdes

# Réalisation prochaine de nouveaux postes de distribution d'électricité

De nouveaux postes publics de distribution de l'énergie électrique seront prochainement réalisés dans la wilaya de Boumerdes en vue d'améliorer les prestations assurées aux abonnés de SONELGAZ, a-t-on appris lundi du directeur de la distribution de l'électricité et du gaz, Tebib Ahmed.

Ces projets (au nombre de neuf), réalisés pour une enveloppe de 96 millions DA et qui s'ajoutent à neuf autres déjà opérationnels depuis l'année dernière, «seront d'une contribution certaine dans l'amélioration de la qualité des prestations fournies aux abonnés, notamment concernant la réduction des coupures d'électricité récurrentes, en saison estivale», a indiqué à l'APS M. Tebib.

«La réalisation des postes transformateurs dans les communes de Boudouaou, Ouled Haddadj, Bordj Menail, Ben Choud, Hammadi, Si Mustapha et Beni Amrane, s'inscrit dans le cadre du programme de développement de l'entreprise Sonelgaz de Boumerdes pour l'exercice 2019», a-t-il relevé. Le programme englobe, selon M. Tebib, la réalisation de 15 nouvelles lignes de moyenne tension desservant les localités de



Dellys, Afir, Ouled Aissa et Issers sur une distance de six kilomètres (6 km).

Depuis plusieurs années, les oppositions de citoyens, à Boumerdes, entravent la réalisation de 10 opérations de développement, représentées par des postes transformateurs.

«Ces opérations programmées au profit des communes de Bordj Menail, Khmiss El Khechna, Boudouaou et Beni Amrane, au titre des programmes de développement des années 2013, 2014, 2015 et 2016, seront annulées faute de terrain d'entente avec les propriétaires terriens concernés», a déploré le même responsable.

La wilaya de Boumerdes a réalisé, depuis 2013, près de 500 postes de distribution d'électricité, posé plus de 690 km de lignes MT/BT, trois cabines mobiles et un poste source dans la commune d'Ouled Moussa.

En 2016, une enveloppe de plus de 1.500 millions de DA a été affectée par cette entreprise pour la réalisation d'un programme comptant 131 nouveaux postes de distribution de l'énergie électrique, qui ont été réceptionnés dans leur totalité. Un fait à l'origine d'une hausse de l'ordre de 30% du niveau de consommation électrique dans la wilaya durant ces dernières années.

En effet, le niveau de consommation électrique est passé de 900 Gwe (gigawatt électrique) en 2009, à pas moins de 1.300 Gwe actuellement, ce qui équivaut à près de 260.000 abonnés, a indiqué M. Tebib.

R. B.

## Chlef Distribution d'une centaine de logements promotionnels aidés

Une centaine de logements promotionnels aidés (LPA) ont été attribués dimanche à leurs bénéficiaires à la cité Ben Souna (Chlef). La cérémonie de distribution de ces logements a été présidée par le wali Mustapha Sadek, en présence des autorités locales civiles et militaires, et des familles bénéficiaires, heureuses de rejoindre leurs maisons en ce début du mois sacré de Ramadhan.

Dans une déclaration à la presse le wali de Chlef a annoncé des préparatifs en cours, en perspective d'une «grande opération de distribution de logements prévue pour le 5 juillet prochain, coïncidant avec la fête de l'Indépendance». Il n'a pas manqué, en outre, d'insister sur le respect des normes de qualité en vigueur dans la réalisation des programmes de logements.

K. N.

## Biskra Parachèvement "prochain" des travaux de renforcement de la RN 46

L'opération de parachèvement des travaux de renforcement de la route nationale RN 46 reliant les wilayas de Biskra et de M'sila à travers l'axe routier Bir Naâme-Chaïba, sera «prochainement» lancée, a appris l'APS dimanche du directeur des travaux publics (DTP) de la wilaya de Biskra.

Ce projet de renforcement de cet axe routier sur une distance de 12 km, permettra de réhabiliter entièrement la route nationale RN46 depuis la wilaya de Biskra jusqu'aux frontières administratives avec la wilaya de M'sila, a indiqué Mohamed Mansour Khalil, notant que cette route nationale avait bénéficié auparavant d'un projet similaire sur une distance de 11 km.

Cette opération, qui sera lancée «après l'achèvement des démarches d'usage», permettra de rétablir l'état de cette route nationale, qui a connu une grande détérioration, notamment sur le tronçon de la localité de Bir Naâme, a expliqué le même responsable, soulignant que l'axe routier menant à la wilaya de Biskra à travers Tolga «est en bon état». Le DTP de la wilaya de Biskra a également révélé qu'une étude est en cours pour la réalisation d'un projet de dédoublement de l'axe routier Bir Naâme-Tolga sur une distance de 20 km.

K. B.

## Barrage Tilesdit à Bouira

# Travaux de réalisation d'une nouvelle station de traitement

Les travaux de réalisation d'une nouvelle station de traitement des eaux au barrage de Tilesdit dans la commune de Bechloul (est de Bouira) ont été lancés, a indiqué lundi le chargé de la communication de la wilaya, Latrache Ladjel.

«Le chef de l'exécutif local, Mustapha Limani, a effectué dimanche après-midi une visite de travail au barrage de Tilesdit, où il a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation d'une nouvelle station de traitement des eaux du barrage», a expliqué à l'APS M. Latrache.

«Cette nouvelle station d'une capacité de 100 mille m3/j, serait une extension de l'ancienne, qui est de 72.000 m3», a précisé, de son côté, le directeur de

l'Algérienne des Eaux, Remdane Haouchène. «Une enveloppe financière de 3,89 milliards de dinars a été allouée à ce projet, qui devra être achevé dans un délai de 22 mois», a déclaré l'APS le directeur de l'ADE de Bouira, notant que «les travaux de réalisation de ce projet ont été confiés à l'entreprise Amenhyd».

Selon les détails fournis par M. Haouchène, l'ancienne station alimente actuellement 16 communes de la wilaya de Bouira et 10 autres de la wilaya voisine de Bordj Bou Arréridj.

«Avec le volume actuel, l'ancienne station sera saturée au bout d'un an ou deux, donc nous sommes obligés de réaliser une nouvelle station afin d'assurer une sécuri-

té hydrique à long terme soit horizon de 2040 et 2050», a-t-il relevé.

«Une fois les travaux achevés, la nouvelle station pourra prendre en charge tout déficit en matière d'alimentation en eau potable. Elle permettra aussi d'approvisionner une commune de la wilaya de M'sila», a poursuivi le responsable.

«Ce projet est une aubaine pour la wilaya de Bouira de se sécuriser en eau à long terme», a indiqué le directeur de l'ADE. Sur le site du projet, «le wali a donné de fermes instructions à l'entreprise réalisatrice sur le respect des délais de réalisation et la qualité des travaux», a rappelé M. Latrache.

H. F.

## Khenchela

# Réaménagement de 200 écoles primaires

Une enveloppe financière de l'ordre de 600 millions DA a été allouée dans la wilaya de Khenchela pour le réaménagement de 200 écoles primaires, a révélé le chef de l'exécutif local.

«Ce montant a été puisé d'une enveloppe financière de plus de 18 milliards DA accordée durant les dix (10) derniers mois, dans le cadre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales», a précisé le wali Kamel Nouicer au cours d'une conférence de presse organisée dimanche soir au siège de la wilaya, consacrée aux budgets d'investissement et aux programmes de développement de la wilaya.

Les actions de réhabilitation qui toucheront ce nombre d'écoles primaires (200) réparti sur 21 communes de la wilaya, concerneront des travaux d'étanchéité et de réparation des fissures, l'aménagement

des sanitaires et les cours, la peinture, la réfection des équipements de chauffage, la réparation des portes et des fenêtres des classes et l'amélioration des façades extérieures, a-t-il expliqué.

L'objectif de la programmation de ces travaux qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réhabilitation des établissements scolaires du cycle primaire est d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves et de permettre aux enseignants d'accomplir leurs tâches dans un climat favorable, a affirmé le même responsable.

Il a ajouté, dans ce contexte, que le projet de mise à niveau de ces structures scolaires, est en phase d'annonce des marchés par la commission spécialisée relevant de la Direction de l'administration locale (DAL), soulignant que le lancement de ces travaux est tributaire du parachève-

ment de l'ensemble des procédures administratives.

Pas moins de 296 écoles primaires réparties à travers les communes de la même wilaya, bénéficieront prochainement de projets d'électrification publique économes en énergie avec l'utilisation des lampes LED, a révélé M. Nouicer.

A signaler que les services de l'administration locale de la wilaya de Khenchela ont consacré auparavant une enveloppe financière estimée à 200 millions DA pour l'acquisition de divers équipements d'établissements scolaires pour le renouvellement des tables, des chaises et des tableaux.

Une opération qui a été lancée à la fin du mois d'avril dernier et qui sera clôturée en août prochain, avant la nouvelle rentrée 2019-2020.

L. N.



# CONFLITS

Golfe

## Tensions après des «actes de sabotage» contre quatre navires

De mystérieux «actes de sabotage» présumés contre quatre navires ont provoqué une montée des tensions dans le Golfe, au moment où Donald Trump mettait une nouvelle fois en garde l'Iran contre tout passage à l'acte contre les intérêts américains.



«**D**eux pétroliers saoudiens ont fait l'objet d'actes de sabotage» dimanche, dans la zone économique exclusive (ZEE) des Emirats arabes unis, au large des côtes de l'émirat de Fujairah, alors qu'ils étaient sur le point de pénétrer dans le Golfe d'Arabie», a déclaré lundi, le ministre saoudien de l'Énergie, Khalid Al-Falih.

Après un démenti initial, les Emirats ont eux fait état d'«actes de sabotage» contre quatre navires commerciaux de différentes nationalités à l'est de l'émirat de Fujairah, sans identifier les auteurs mais en évoquant un événement «grave». Outre les deux tankers saoudiens, *Al Marzoqah* et *Amjad*, il s'agit d'un bateau norvégien, *Andrea Victory*, et d'un cargo émirati, *A. Michel*, a précisé un responsable gouvernemental émirati.

L'Arabie Saoudite et les Emirats sont deux alliés proches des Etats-Unis, qui viennent de renforcer leur présence militaire au Moyen-Orient pour contrer l'Iran.

«On va voir ce qui va se passer avec l'Iran», a lancé lundi le président Trump. «S'ils font quelque chose, ils vont souffrir énormément», a-t-il insisté, sans plus de précisions.

Dans la soirée de lundi, le

*New York Times* a rapporté que le ministre américain de la Défense par intérim, Patrick Shanahan, avait présenté, la semaine dernière, lors d'une réunion avec des conseillers à la sécurité nationale de M. Trump, un plan selon lequel jusqu'à 120 000 hommes pourraient être envoyés au Moyen-Orient si l'Iran attaquait des forces américaines.

Ce plan, qui n'en est qu'à un stade préliminaire, n'appelle pas à une invasion terrestre et le chiffre évoqué est le plus élevé de la fourchette envisagée, précise le quotidien, selon qui il n'est pas sûr que le président Trump ait été mis au courant des détails du plan.

### Crainte d'une «escalade»

Aucun lien n'a été officiellement fait entre ces incidents maritimes et les projets d'attaques «imminentes» imputés depuis la semaine dernière par Washington à Téhéran. Interrogé sur un éventuel rôle iranien, l'émissaire des Etats-Unis pour l'Iran, Brian Hook, n'a pas souhaité faire de commentaire, se bornant à dire que les autorités américaines allaient apporter leur assistance aux enquêteurs, à la demande des Emirats.

Il a aussi assuré que le chef de la diplomatie américaine, Mike

Pompeo, à Bruxelles pour une visite impromptue pour parler des «menaces» iraniennes avec ses homologues européens, avait discuté avec eux «de ce qui s'apparente à des attaques contre des navires commerciaux».

En réponse, les Européens ont mis plus largement en garde contre les risques de la période actuelle.

«Je lui ai dit de de manière claire que nous sommes préoccupés par les tensions dans la région et que nous ne voulons pas d'une escalade», a déclaré le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, après sa rencontre avec Mike Pompeo.

A Téhéran, les autorités iraniennes ont demandé une enquête sur des «incidents» jugés «alarmants et regrettables», évoquant «l'aventurisme» d'acteurs «étrangers» pour déstabiliser la région.

### «Acte criminel»

De nombreuses zones d'ombre persistent sur ces «actes de sabotage» présumés dans le Golfe, où toutes les places boursières ont baissé lundi.

Les autorités à Riyad ont «condamné» un «acte criminel» qui constitue une «sérieuse menace» à la navigation maritime et a «une incidence néfaste sur la paix et la sécurité», affirmant que les actions contre les

pétroliers saoudiens n'avaient causé ni victime ni marée noire mais provoqué «des dégâts significatifs aux structures des deux navires».

Un des deux navires devait recevoir une cargaison de pétrole destinée à des clients américains, ont-elles précisé.

Le gouvernement des Emirats a lui appelé la communauté internationale à «prendre ses responsabilités pour empêcher que de telles actions soient commises par des parties cherchant à porter atteinte à la sécurité de la navigation».

Le port de Fujairah est le seul terminal émirati sur la côte de la mer d'Arabie qui contourne le détroit d'Ormuz, par où passent la plupart des exportations de pétrole du Golfe. A plusieurs reprises, l'Iran a menacé de fermer ce détroit stratégique, crucial pour la navigation mondiale et le commerce pétrolier, en cas de confrontation avec les Etats-Unis.

Les relations déjà tendues entre Washington et Téhéran se sont envenimées depuis une semaine: l'Iran a suspendu certains de ses engagements pris en vertu de l'accord de 2015 encadrant son programme nucléaire, un an après le retrait américain de ce texte, tandis que l'administration Trump a renforcé ses sanctions contre l'économie iranienne.

Parallèlement, le Pentagone a dépêché dans la région un porte-avions, un navire de guerre, des bombardiers B-52 et une batterie de missiles Patriot, évoquant des menaces de l'Iran ou de ses alliés contre des ressortissants ou des intérêts américains au Moyen-Orient.

L'analyste Karen Young, du cercle de réflexion American Enterprise Institute, a invité à la prudence face à «l'engrenage des provocations» accompagnées de possibles «mauvaises interprétations».

De son côté, Neil Partrick, expert du Golfe, a estimé que s'il y avait «vraiment eu une tentative délibérée d'endommager ces tankers, alors ce pourrait être un avertissement de l'Iran sur les conséquences d'une quelconque action militaire contre des cibles iraniennes dans la région».

AFP

Ghaza

## Plus d'un million de Palestiniens risquent de mourir de faim d'ici à juin

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Moyen-Orient (Unrwa) a besoin d'un financement supplémentaire de 60 millions de dollars, sans lequel plus d'un million de Palestiniens vivant à Ghaza risquent de ne pas avoir assez de nourriture en juin, ont rapporté hier des médias locaux.

Selon un communiqué publié sur le site officiel de l'ONU, l'agence des Nations unies chargée d'assister les réfugiés palestiniens a lancé un appel aux donateurs internationaux pour apporter un soutien financier supplémentaire afin qu'elle puisse répondre aux besoins exprimés par les populations établies dans l'enclave, ont ajouté les mêmes sources.

Sans ce financement, l'Unrwa aura de grandes difficultés à fournir de la nourriture à plus de la moitié de la population de Ghaza qui se trouve dans une situation de pauvreté et lutte contre l'insécurité alimentaire, a souligné également le communiqué.

En 2000, moins de 80 000 réfugiés de Palestine recevaient une aide humanitaire de l'Unrwa à Ghaza. Après 19 ans, ils sont plus d'un million à avoir besoin d'une aide alimentaire d'urgence sans laquelle ils ne peuvent vivre.

«Un chiffre multiplié par 10 en raison du blocus israélien qui a conduit à la fermeture de Ghaza et son impact désastreux sur l'économie locale, les conflits successifs qui ont rasé des quartiers et des infrastructures publiques», a précisé dans ce sillage le directeur des opérations de l'Unrwa dans la bande de Ghaza, Matthias Schmale.

L'Unrwa est essentiellement financé par des contributions volontaires et l'appui financier dont il dispose a été dépassé par la croissance des besoins, a fait savoir, en outre, M. Schmale. Depuis le 30 mars 2018, les Palestiniens participent à des marches pacifiques près de la barrière érigée par l'occupant israélien, séparant la bande de Ghaza des territoires palestiniens occupés en 1948 pour réclamer la levée de l'embargo et pour exiger le retour des réfugiés vivant dans la bande dans leurs villes et villages occupés en 1948 par Israël. Face à ces manifestations, les forces d'occupation ont réagi par la répression et des tirs tuant plus de 310 Palestiniens et blessant plus de 31 000 autres.

K. M.

Yémen

## Attaque houthie contre des installations saoudiennes

Les rebelles houthis du Yémen ont lancé des attaques à l'aide de sept drones sur des installations saoudiennes vitales, a annoncé hier, une chaîne de télévision dirigée par le groupe chiite soutenu par l'Iran.

La chaîne de télévision Massirah, qui citait un militaire houthi, n'a précisé ni la date de l'attaque, ni les cibles visées.

«Cette importante opération

militaire est une réponse à l'agression persistante et au blocus de notre peuple et nous sommes prêts à mener des frappes encore plus dures», a déclaré ce militaire cité par Al Massirah sur Twitter.

L'Arabie Saoudite, qui n'a pas confirmé l'information, a annoncé lundi, que deux de ses pétroliers figuraient parmi quatre navires attaqués au large des Emirats arabes unis, dimanche.

On ne sait pas si les Houthis,

qui sont en guerre au Yémen contre une coalition militaire sunnite dirigée par l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, voulaient ainsi revendiquer la responsabilité de l'attaque de dimanche, qui a eu lieu près de l'émirat de Foudjaïrah.

L'émirat se trouve juste à l'entrée du détroit d'Ormuz. Les autorités des EAU n'ont pas précisé la nature de l'attaque ni qui était derrière elle. Les Houthis ont à plu-

sieurs reprises lancé des attaques de drones et de missiles contre l'Arabie saoudite et ont également revendiqué des attaques de drones sur les Emirats arabes unis. La coalition émirati-saoudienne, soutenue par l'Occident, a commencé à bombarder le Yémen par voie aérienne en mars 2015 pour tenter de rétablir le gouvernement reconnu par la communauté internationale, renversé du pouvoir par les Houthis

l'année précédente et contraint de quitter la capitale Sanaa.

La guerre au Yémen est considérée comme une guerre par procuration entre les deux puissances de la région, l'Arabie Saoudite sunnite et l'Iran chiite.

Les Houthis refusent d'être considérés comme des pions avancés par l'Iran. Ils disent que leur révolution a pour but de lutter contre la corruption.

Reuters

Soudan

# Six tués à Khartoum, les discussions sur la transition progressent

Six personnes --un militaire et cinq manifestants-- ont été tuées lundi soir à Khartoum, quelques heures après l'annonce d'un accord entre les représentants de la contestation populaire et les généraux au pouvoir sur des structures de transition pour gouverner le Soudan.



Les deux parties avaient repris lundi les discussions jugées cruciales pour l'avenir du pays, après trois décennies d'un pouvoir sans partage exercé par l'ancien président Omar el-Béchir.

Plus tôt dans la journée, le procureur général soudanais avait annoncé l'inculpation d'Omar el-Béchir, destitué le 11 avril et actuellement emprisonné à Khartoum, pour "le meurtre de manifestants" pendant les protestations contre son régime.

"Des éléments non identifiés qui voulaient saboter les négociations entre les deux parties" ont ouvert le feu devant le QG de l'armée soudanaise, où se tient depuis plus d'un mois un sit-in organisé par les contestataires, tuant un commandant de la police militaire et blessant trois soldats, ainsi que plusieurs manifestants et des civils, a indiqué le Conseil militaire.

Celui-ci a précisé au cours d'une conférence de presse nocturne que "des hommes armés

avaient été signalés parmi les protestataires". Selon des sources médicales proches du mouvement de contestation, cinq manifestants ont été tués, dont au moins un devant le QG.

"Au cours de la réunion d'aujourd'hui (lundi), nous nous sommes mis d'accord sur la structure des organes (de transition) et leurs prérogatives", a déclaré à l'AFP un porte-parole des protestataires, Taha Osman.

Ces organes sont un "Conseil souverain, un cabinet et une assemblée législative", a-t-il précisé.

"Les discussions de demain (mardi) vont porter sur la durée de la période de transition et la composition du (nouveau) conseil" et des deux autres organes, a-t-il ajouté.

Le porte-parole du Conseil militaire, le général Chamseddine Kabbachi, a confirmé les termes de l'accord.

"Nous nous sommes entendus sur la formation des entités de la

transition aux niveaux souverain, exécutif et législatif", a-t-il déclaré à la presse.

"Demain, nous allons discuter des pourcentages de représentation (au sein de ces organes) et de la durée de la transition", a-t-il dit.

Jusqu'ici, les deux parties divergeaient notamment sur la composition d'un Conseil souverain appelé à remplacer le Conseil militaire qui a pris le pouvoir après l'éviction de M. Béchir le 11 avril.

L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance de la contestation, veut qu'il soit dominé par les civils tandis que l'armée cherche à ce qu'il comprenne une majorité de militaires.

Les généraux souhaitent une période de transition de deux ans, tandis que les protestataires veulent que cette période s'étende sur quatre ans.

Les militaires voulaient en outre garder la Charia (loi islamique) comme source de la législation pendant la période de transition.

**"Accélération des**

**enquêtes"**

Maître du Soudan pendant près de 30 ans, le président Béchir a été destitué à l'issue d'une série de manifestations populaires qui ont débuté le 19 décembre, après la décision du gouvernement de tripler le prix du pain dans un pays à l'économie exsangue.

"Omar el-Béchir et d'autres (personnalités) ont été inculpés pour incitation et participation au meurtre de manifestants", a indiqué lundi le procureur général soudanais dans un communiqué.

Il a recommandé l'"accélération des enquêtes sur les meurtres d'autres manifestants".

Selon une association de médecins proche de l'ALC, 90 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre depuis le début des manifestations le 19 décembre. Les autorités parlent quant à elles d'un bilan de 65 morts.

L'ancien chef de l'Etat fait également l'objet de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), qui souhaite le voir répondre

à La Haye d'accusations de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre lors du conflit au Darfour (ouest).

Fin avril, le Conseil militaire de transition, qui l'a remplacé, avait indiqué refuser un transfert vers La Haye, laissant cette éventuelle décision à un futur gouvernement civil.

**"Chaos"**

Les progrès dans les négociations sur le transfert du pouvoir par les militaires interviennent alors que la tension est montée dans la capitale Khartoum.

Depuis dimanche soir, des manifestants bloquent une grande artère de la capitale, la rue du Nil, après avoir accusé les militaires d'avoir fermé un pont menant à leur sit-in permanent devant le QG de l'armée.

Lundi, des heurts avaient déjà eu lieu entre forces de l'ordre et manifestants, selon le Comité des médecins, qui a fait état de trois manifestants blessés par balles.

Les paramilitaires de la Force de soutien rapide (RSF) ont dispersé à coups de bâton des manifestants dans plusieurs endroits de Khartoum et démantelé des barricades, selon ce comité.

Dès dimanche, le Conseil militaire a jugé "totalement inacceptable" le blocage de la rue du Nil. "Cela crée du chaos et rend la vie difficile pour les citoyens", avait-t-il déclaré dans un communiqué.

Mais il a démenti des affirmations sur les réseaux sociaux selon lesquelles les forces de sécurité avaient l'intention de disperser le sit-in principal qui se maintient devant le QG de l'armée depuis le 6 avril. "Nous assurons que cela est totalement faux", avait indiqué le Conseil militaire.

AFP

Soudan du Sud

## L'ONU et l'UA appelle à la formation rapide du gouvernement

L'ONU, l'Union africaine (UA) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est ont appelé les parties concernées du fragile accord de paix au Soudan du Sud à ne pas repousser au-delà de la période de prolongation de six mois la formation d'un nouveau gouvernement d'union.

Une délégation conjointe ONU-UA-IGAD, dirigée par Jean-Pierre Lacroix, le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de paix, a achevé samedi une visite de deux jours dans le pays d'Afrique de l'Est déchiré par le conflit dans le but de faire avancer la

mise en œuvre de l'accord de paix.

L'équipe a déclaré que bien qu'elle soutienne l'extension de six mois, les groupes rivaux au Soudan du Sud devraient redoubler d'efforts pour mettre l'accord en œuvre et éviter d'autres retards.

M. Lacroix a exhorté les factions belligérantes à utiliser la période de six mois pour faire progresser ce dernier et mettre fin à la crise à laquelle fait face la plus jeune nation du monde.

"Notre but est de montrer notre soutien pour que les six prochains mois suivant cette prolongation de la période pré-transitoire

soient utilisés pour générer des progrès substantiels dans la mise en œuvre de l'accord de paix et dans l'amélioration de la vie de millions et de millions de Sud-Soudanais", a déclaré M. Lacroix.

Les signataires de ce pacte ont convenu le 3 mai dernier de repousser de six mois la formation du gouvernement de transition à la suite de retards dans la mise en œuvre de celui-ci.

La semaine dernière, le président sud-soudanais Salva Kiir a demandé un délai d'un an, arguant que six mois ne suffiraient pas à régler les questions en suspens telles

que les dispositions de sécurité qui continuent de menacer le fragile accord de paix.

Le Soudan du Sud est entré en guerre civile fin 2013 et le conflit a créé l'une des crises de réfugiés les plus importantes dans le monde en termes de rapidité de progression.

L'ONU estime qu'environ quatre millions de Sud-Soudanais ont été déplacés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Un accord de paix signé en août 2015 s'est effondré suite à de nouvelles violences dans la capitale Juba en juillet 2016.

Riad D.

Somalie

## Un ingénieur turc tué par les shebab à Mogadiscio

Un ingénieur turc a été tué dimanche à Mogadiscio dans l'explosion d'une bombe placée sous son véhicule, un attentat revendiqué par les shebab, a-t-

on indiqué lundi de source sécuritaire.

"L'engin explosif était apparemment attaché à un pick-up à bord duquel le citoyen turc était transporté. Nous avons ensuite

confirmé qu'il s'agissait d'un ingénieur", a déclaré Ahmed Adan, un responsable sécuritaire somalien.

Les shebab ont revendiqué dans un communiqué l'attentat, en expliquant

que la victime travaillait "à la base militaire turque de Mogadiscio".

Le Turc, dont l'identité n'a pas été révélée, est mort de ses blessures à l'hôpital, selon les

médias turcs. La Turquie est l'un des principaux donateurs et investisseurs en Somalie, un pays avec lequel elle entretient des relations historiques.

K. L.

# Venezuela : peinant à mobiliser la rue, Guaido se rapproche de l'armée américaine

**Peinant à mobiliser la rue après le soulèvement manqué, l'opposition vénézuélienne se rapproche de l'armée américaine faute d'avoir brisé le soutien des militaires au président Nicolas Maduro.**

L'opposant Juan Guaido, reconnu président par intérim du Venezuela par une cinquantaine de pays dont les Etats-Unis, a demandé à son représentant à Washington Carlos Vecchio de prendre contact avec le commandement américain pour l'Amérique du Sud (Southcom).

Carlos Vecchio a écrit samedi à l'amiral Craig Faller, qui dirige le Southcom, pour mettre en place une «coopération stratégique et opérationnelle afin d'en finir avec la souffrance de notre peuple et restaurer la démocratie», selon un tweet publié lundi qui reproduit ce courrier.

Le Southcom avait affirmé jeudi être «prêt» à discuter du «soutien» qu'il pourrait apporter aux responsables de la Marine vénézuélienne «qui ont fait le bon choix».

Selon l'entourage de Carlos Vecchio, la rencontre pourrait avoir lieu dans les prochains jours.

C'est la première fois qu'un rapprochement entre le camp de Guaido et l'armée américai-



## Brexit : May ne signera pas d'accord douanier permanent

La Première ministre britannique, Theresa May, fait l'objet de pressions de la part du Parti conservateur, sa formation politique, pour qu'elle renonce à l'idée d'un compromis sur le Brexit avec l'opposition travailliste.

Près de trois ans après la décision prise par les Britanniques de quitter l'Union européenne par référendum, la classe politique britannique n'est toujours pas d'accord pour dire quand doit avoir lieu le divorce. S'il doit avoir lieu.

Le Brexit était prévu à l'origine pour le 29 mars de cette année, mais Theresa May n'a pas réussi à faire approuver son accord de divorce par le Parlement. C'est pourquoi elle s'est tournée vers le Parti travailliste, dirigé par le socialiste Jeremy Corbyn, pour tenter d'obtenir son soutien.

Treize anciens membres du gouvernement britannique, ainsi que Graham Brady, président du Comité 1922, qui regroupe les parlementaires conservateurs non ministres, ont écrit à Theresa May pour lui demander de ne pas accepter la demande du Labour qui souhaite le maintien du Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE après le Brexit.

«Sinon vous perdriez le centre loyal du Parti conservateur, feriez éclater notre parti», lit-on dans la lettre parue dans *The Times*. «Nous vous demandons d'y réfléchir à nouveau.»

«Aucun dirigeant ne peut lier les mains à son successeur, aussi un accord serait-il au mieux temporaire, au pire illusoire», poursuit la missive.

Selon la rédactrice politique de la BBC Laura Kuenssberg, Theresa May ne signera pas d'accord sur une union douanière permanente, d'après Downing Street. «Nous essayons de trouver un compromis sur les douanes en tant que position provisoire ou d'étape», déclare-t-on dans l'entourage de la Première ministre, selon ce qu'a twitté Laura Kuenssberg.

Le négociateur en chef britannique pour le Brexit, Olly Robbins, doit se rendre à Bruxelles pour discuter des modifications à apporter à la déclaration politique sur les futures relations du Royaume-Uni avec l'UE.

Reuters

ne est rendu public. Washington, qui n'a de cesse de renforcer ses sanctions contre Caracas, n'écarte pas une intervention militaire au Venezuela.

Caracas a vivement réagi lundi par la voix de la vice-présidente Delcy Rodríguez.

«Nous avons lu et nous rejetons une chose répugnante, un courrier envoyé par un des putschistes qui se cache à Washington, où il demande une intervention militaire au Venezuela», a-t-elle déclaré à la télévision, au côté du général Vladimir Padrino, son ministre de la Défense.

Au Venezuela, où Nicolas Maduro et Juan Guaido sont engagés dans un bras de fer depuis trois mois et demi, l'armée est un acteur central du pouvoir: elle contrôle le secteur du pétrole, poumon économique du pays, et plusieurs ministères.

### Le vent a tourné

Depuis qu'il s'est déclaré président par intérim le 23 janvier, Juan Guaido n'a eu de cesse d'appeler les militaires à rompre le rang et à tourner le dos au chef de l'Etat socialiste. Ils comptait pour cela sur le soutien de

dizaines de milliers de personnes, qui descendaient dans la rue à chacun de ses appels à manifester.

Mais depuis le soulèvement manqué du 30 avril et l'offensive du pouvoir contre les «traîtres» à l'origine de la tentative de rébellion, le vent semble avoir tourné dans la rue.

Samedi, ils n'étaient qu'entre 1.500 et 2.000 sur la place Alfredo-Sadel dans un quartier de l'est de Caracas majoritairement acquis à l'opposition, selon des journalistes de l'AFP. Au contraire de précédentes manifestations anti-Maduro, qui ont rassemblé des foules beaucoup plus importantes, celle-ci n'a pas quitté la place pour sillonner les rues de la capitale.

Le pouvoir de mobilisation de Guaido a subi une «érosion» qui est «naturelle», a expliqué à l'AFP, Félix Seijas, directeur de l'institut de sondages Delphos, qui situe à 59% le niveau de confiance des Vénézuéliens en Guaido, contre 63% lorsqu'il était au plus haut.

«Guaido a vendu l'idée que le soutien à Nicolas Maduro au sein de l'armée n'était pas si important», mais il a été démenti par les faits et «a désormais moins de pouvoir de négocia-

tion», selon le cabinet Eurasia Group.

En parallèle à ce rapprochement entre l'opposition vénézuélienne et l'armée américaine, un général vénézuélien considéré comme proche du pouvoir a appelé les forces armées de son pays à se soulever contre Nicolas Maduro dans une vidéo diffusée sur internet.

«Le temps est venu de nous soulever, de lutter, il est temps que les forces armées nationales prennent conscience» de la situation, a déclaré Ramon Rangel, qui se présente comme général de division de l'armée de l'air vénézuélienne, dans une vidéo postée dimanche sur YouTube.

Selon la spécialiste des questions militaires et présidente de l'ONG Control Ciudadano Rocío San Miguel, la déclaration de Rangel est «très importante», car elle montre que «le chavisme militaire est en rupture avec Maduro», a-t-elle écrit sur Twitter.

Le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra mardi - à la demande pour la première fois des Européens - une réunion à huis clos sur le Venezuela. La dernière réunion remonte au 10 avril et avait été demandée, comme les précédentes, par Washington. **AFP**

## La police tente de déloger des Américains pro-Maduro de l'ambassade du Venezuela

La police américaine a entrepris lundi soir de déloger des Américains qui avaient occupé l'ambassade du Venezuela à Washington pour tenter d'empêcher l'entrée d'un représentant de l'opposant vénézuélien Juan Guaido.

«Les autorités ont lancé le processus», a déclaré Rafael Alfonso, un membre de la délégation de Carlos Vecchio, représentant de M. Guaido à Washington, cité par l'AFP.

Des policiers ont pris position à l'entrée de l'ambassade, fermée avec des chaînes et des cadenas, puis entamé des discussions avec des militants retranchés à l'intérieur du bâtiment de quatre étages, où l'électricité

avait été coupée la semaine dernière.

A l'extérieur, une centaine de Vénézuéliens agitaient des drapeaux en chantant leur hymne national. Les derniers diplomates vénézuéliens ont quitté l'ambassade le 24 avril suite à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

Des groupes d'extrême gauche et des militants pacifistes occupent l'ambassade depuis plusieurs semaines, dénonçant la volonté d'un «coup d'Etat» contre M. Maduro.

Le Venezuela est en proie à une grave crise politique depuis que le président du Parlement et opposant Juan Guaido s'est

autoproclamé «président par intérim» lors d'un rassemblement à Caracas, dans une tentative d'écarter le président légitime Nicolas Maduro du pouvoir.

Il a été reconnu par les Etats-Unis, ainsi que par les membres du groupe de Lima (à l'exclusion du Mexique), par l'Organisation des Etats américains et par la plupart des Etats membres de l'Union européenne.

La Russie, la Biélorussie, la Bolivie, l'Iran, Cuba, le Nicaragua, El Salvador, la Syrie et la Turquie ont exprimé leur soutien au président Maduro, qui demeure le président légitime du Venezuela. **R. T.**

Commerce



# Pékin réplique à Trump, leur d'espoir au G20 fin juin

**La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine est repartie de plus belle lundi avec l'annonce de représailles chinoises aux droits de douanes américains, mais Donald Trump a distillé une note d'espoir en évoquant une rencontre potentiellement «fructueuse» avec son homologue chinois Xi Jinping.**

«**N**ous nous rencontrerons au (sommet du) G20 au Japon», fin juin, a déclaré le président américain. «Ce sera probablement une rencontre très fructueuse», a-t-il ajouté.

Le locataire de la Maison-Blanche a en outre indiqué qu'aucune décision n'était encore prise sur l'éventualité d'imposer des droits de douane supplémentaires à la quasi totalité des importations venant de Chine.

Pour l'heure, il a chargé son négociateur en chef Robert Lighthizer d'enquêter sur l'opportunité de le faire.

Plus tôt lundi, le gouvernement chinois avait annoncé que les tarifs douaniers allaient être augmentés, à partir du 1<sup>er</sup> juin, à 10%, 20%, voire jusqu'à 25% sur un ensemble de marchandises américaines déjà taxées, jetant un nouveau coup de froid sur les places boursières. De nouvelles négociations visant à mettre un terme à la guerre commerciale bilatérale s'étaient achevées la semaine dernière à Washington sans accord. Pour autant, les deux parties avaient appelé à poursuivre le dialogue.

«Nous travaillons sur des dates» pour de nouvelles négociations qui devraient se dérouler à Pékin, a déclaré lundi, le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin. «Rien n'est confirmé pour le moment», a-t-il ajouté alors qu'une nouvelle rencontre avait été évoquée dès vendredi par le vice-Premier ministre chinois, Liu He, sans avancer de date.

Le ministre de Donald Trump s'est, en

revanche, refusé à faire des commentaires sur les représailles chinoises annoncées lundi.

Les Etats-Unis avaient porté vendredi à 25% les droits de douane punitifs sur des marchandises chinoises représentant 200 milliards de dollars d'importations annuelles. Et pour maintenir la pression, la procédure en vue d'augmenter des tarifs douaniers sur la quasi-totalité des produits chinois (près de 540 milliards en 2018) a été lancée.

«La Chine espère que les États-Unis retourneront sur la bonne voie des consultations économiques et commerciales bilatérales», a réagi Pékin.

Le gouvernement chinois avait déjà menacé de prendre des «représailles nécessaires». L'échéance du 1<sup>er</sup> juin, soit dans près de trois semaines, semble toutefois indiquer que Pékin souhaite donner aux deux pays le temps de parvenir à un éventuel accord.

## Boeing visé ?

Les regards sont désormais tournés vers Donald Trump, qui s'était montré particulièrement menaçant lundi peu avant le relèvement des droits de douane décidés par Pékin: «La Chine ne devrait pas répliquer - ça ne ferait qu'empirer les choses !», avait tweeté le président américain. En vain. «La Chine ne cèdera jamais à aucune pression extérieure. Nous avons la détermination et la capacité de défendre nos droits et intérêts légitimes», a encore martelé lundi Geng Shuang, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

«Nous l'avons déclaré à maintes reprises: l'ajout de droits de douane ne permet de résoudre aucun problème», a-t-il ajouté.

Avant les mesures punitives annoncées lundi par Pékin, la quasi-totalité des marchandises américaines importées en Chine étaient déjà surtaxées par Pékin - soit 110 milliards de

dollars sur un total annuel de 120,34 milliards (en 2018).

La Chine pourrait également cesser d'acheter des produits agricoles et réduire ses commandes d'avions Boeing, a jugé sur Twitter Hu Xijin, l'influent rédacteur en chef du *Global Times*, quotidien réputé proche du pouvoir.

Dans un éditorial lundi soir, le journal au ton volontiers nationaliste affirme que Pékin «prendra certainement d'autres mesures de rétorsion».

## «Tirer des balles»

«Avec leur politique douanière, les Etats-Unis semblent tirer des balles dans tous les sens», opine le journal. «Ils s'infligeront beaucoup de dégâts à eux-mêmes, et ce sera difficile à tenir sur le long terme. La Chine, quant à elle, va viser avec précision, en essayant d'éviter de se faire mal.»

Pékin a par ailleurs fustigé les politiques commerciales des Etats-Unis qui provoquent, selon elle, une crise existentielle» de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Dans un document posté sur le site de l'OMC, elle a demandé une réforme de l'institution pour qu'elle puisse résister aux pressions de Washington. L'administration Trump exige une réduction de l'immense déficit commercial des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine (plus de 378 milliards de dollars en 2018), des «changements structurels» comme la fin des transferts forcés de technologies, la protection de la propriété intellectuelle américaine ainsi que la fin des subventions chinoises aux entreprises d'Etat. Touché de plein fou par l'incertitude liée au brusque regain de tensions commerciales, l'indice vedette de Wall Street, le Dow Jones Industrial Average a terminé en baisse de 2,38%. **AFP**

## Trump dit qu'il s'entretiendra avec Xi au sommet du G20, fin juin

■ Donald Trump a annoncé lundi qu'il s'entretiendrait avec le président chinois Xi Jinping lors du sommet du G20 à la fin juin au Japon, alors que la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine s'est intensifiée avec l'instauration de nouveaux droits de douane.

Le président américain, qui s'entretiendra aussi à Osaka avec son homologue russe Vladimir Poutine, a dit espérer que son entrevue avec Xi Jinping serait utile pour débloquer les négociations sur le commerce entre Washington et Pékin.

Il a fait cette déclaration après que la Chine a annoncé dans la journée son intention d'imposer des droits de douane sur 60 milliards de dollars (53,4 milliards d'euros) de produits américains, en réponse au nouveau relèvement par les Etats-Unis de leurs propres tarifs douaniers visant les importations chinoises. Le prochain sommet du G20 est programmé les 28 et 29 juin à Osaka.

«Peut-être que quelque chose se produira», a dit Trump devant les journalistes à la Maison-Blanche. «Cela sera probablement une réunion très fructueuse», a-t-il ajouté, indiquant par ailleurs que son administration prévoyait de débloquer 15 milliards de dollars d'aide aux agriculteurs américains pour les aider à faire face aux mesures de rétorsion de la Chine.

S'exprimant quelques heures plus tard lors d'un dîner organisé à la Maison-Blanche, Trump a estimé que l'administration américaine saurait dans «trois ou quatre semaines» si le voyage de sa délégation à Pékin pour un cycle de négociations commerciales fin avril a été concluant. «J'ai le sentiment que cela va être couronné de succès», a déclaré le président américain. Lors d'un déplacement à Washington pour un cycle de négociations commerciales en fin de semaine dernière, au moment du relèvement des droits de douane américains, le vice-Premier ministre chinois, Liu He, a déclaré que la Chine et les Etats-Unis étaient convenus d'avoir de nouvelles discussions commerciales.

Après l'annonce par Pékin de mesures de rétorsion, le chef de la diplomatie chinoise a adopté à son tour un ton plutôt positif, notant que les discussions entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales avaient permis d'importants progrès.

Tout en soulignant que les pressions étaient contre-productives et incitaient seulement à des représailles, Wang Yi a déclaré qu'il y avait toujours espoir de résoudre à l'amiable le différend commercial sino-américain. «Tant que ces négociations sont en adéquation avec l'orientation des réformes et l'ouverture de la Chine, les négociateurs des deux pays ont la capacité et la sagesse pour répondre aux demandes raisonnables de leurs homologues, afin de parvenir au bout du compte à un accord mutuellement bénéfique», a-t-il dit lundi, lors d'un voyage en Russie, selon des propos rapportés par le ministère chinois des Affaires étrangères.

**Reuters**

## Trump rend hommage à la politique anti-immigration d'Orban

■ Donald Trump a rendu lundi, un hommage appuyé à Viktor Orban, qu'il a reçu à la Maison blanche, en balayant d'un revers de main les critiques formulées contre le Premier ministre hongrois pour ses entorses présumées à la démocratie.

«Comme moi, (Viktor Orban) est un peu controversé», a plaisanté le président américain dans le Bureau ovale, saluant la politique

de lutte contre l'immigration appliquée par Orban, estimant qu'il partageait la même vision. «C'est un homme respecté. Je sais qu'il est dur, mais c'est un homme respecté», a ajouté Trump en réponse à une question sur l'affaiblissement de la vie démocratique en Hongrie.

«Il a fait ce qu'il fallait, selon beaucoup, sur l'immigration. Quand vous regardez cer-

tains problèmes terribles qu'ils ont en Europe, c'est parce qu'ils ont fait autrement que le Premier ministre (Orban)», a poursuivi Donald Trump. «Probablement, comme moi, un peu controversé, mais ça va. C'est O.K. Vous avez fait du bon travail et vous avez maintenu votre pays en sûreté», a déclaré le président américain.

**Reuters**

Pour violation des sanctions internationales

# La Corée du Nord exige la restitution du cargo saisi par les USA

**La Corée du Nord a qualifié mardi d'"acte illégal de vol" la saisie la semaine dernière d'un de ses cargos par les autorités américaines qui l'accusent d'avoir violé les sanctions internationales, et a exigé la restitution du bâtiment.**

**L**a justice américaine a annoncé jeudi dernier la saisie du «Wise Honest», accusé d'avoir violé les sanctions internationales en exportant du charbon et en important des machines.

Le navire avait été bloqué l'an dernier en Indonésie, son capitaine étant poursuivi par les autorités indonésiennes. En juillet, les autorités américaines ont lancé de leur côté la procédure de saisie. Cette saisie inédite d'un navire de 17.000 tonnes — l'un des plus gros cargos nord-coréens, selon les Etats-Unis — est intervenue dans un contexte de dégrada-



tion des relations entre Washington et Pyongyang depuis le fiasco du deuxième sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un en février dernier à Hanoï.

Le ministère nord-coréen des Affaires étrangères a affirmé que cette saisie était contraire à l'esprit d'une déclaration commune signée par le président américain et le numéro un nord-coréen lors de leur premier sommet en juin 2018 à Singapour.

«Les Etats-Unis ont commis un acte illégal

de vol en saisissant notre cargo au nom de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur des sanctions», a déclaré un porte-parole du ministère dans un communiqué diffusé par l'agence officielle KCNA.

«Les Etats-Unis doivent prendre conscience des conséquences de leurs actions dignes de gangsters (...) et restituer notre bateau sans délai», réclame le communiqué.

La Corée du Nord est sous le coup de

nombreuses sanctions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU pour la contraindre à renoncer à ses programmes nucléaire et balistique.

C'est justement sur la question de la levée de ces mesures de rétorsion que le sommet de Hanoï a échoué. M. Kim réclamait la levée des principales sanctions en échange d'un début de dénucléarisation jugé trop timide par Washington.

AFP

## Malaisie Arrestation de 29 pêcheurs vietnamiens pour pêche illégale

**V**ingt neuf (29) pêcheurs vietnamiens ont été arrêtés ce week-end par les autorités malaisiennes pour intrusion et pêche illégales dans les eaux territoriales du pays, rapportent mardi des médias locaux.

Les pêcheurs dont l'âge varie entre 20 à 50 ans, ont été arrêtés à 80 km de la ville côtière de Kuching, dans le Sarawak, dans le nord de la Malaisie, a indiqué le directeur général adjoint de l'Agence malaisienne d'application de la loi maritime (MMEA).

Les deux navires au bord desquels étaient transportés les pêcheurs ont été saisis, a-t-il ajouté.

Les pêcheurs arrêtés ont été emmenés au complexe maritime Abang Salahuddin à Kuching pour complément d'enquête, selon le représentant de la MMEA qui précisé que l'ambassade du Vietnam en Malaisie a confirmé leur arrestation.

La MMEA a également saisi trois tonnes de poisson et des équipements de pêche d'une valeur de 480.000 dollars, a-t-il ajouté.

T. M.

## Sri Lanka Le Sri Lanka impose un couvre-feu national après de violents affrontements

**U**n couvre-feu national a été imposé au Sri Lanka lundi soir alors que de violents affrontements se sont produits dans la province du Nord-Ouest suivis par d'autres à Gampaha, dans la banlieue de la capitale Colombo, a annoncé la police.

Le couvre-feu a été imposé à partir de 21h heure locale (15h30 GMT) et sera levé à 4h mardi (22h30 GMT).

Plus tôt dans la journée, de violents affrontements ont éclaté dans plusieurs villes du district de Kurunegala, au nord-ouest du pays, quand des foules en colère sont descendues dans les rues et ont détruit des magasins, des maisons et des mosquées. Un couvre-feu a immédiatement été imposé dans la région et la sécurité a été renforcée dans tout le district.

Plus tard, les émeutiers ont également ravagé des boutiques et des maisons de Gampaha alors que les forces de sécurité accouraient sur les lieux pour faire revenir la situation à la normale.

Dans un communiqué, le Premier ministre sri-lankais Ranil Wickremesinghe a exhorté les citoyens à conserver leur calme et à ne pas se laisser influencer par des fausses informations.

Reda A.

## Etats-Unis Soixante-quinze nouveaux cas de rougeole aux USA en une semaine

**S**oixante-quinze nouveaux cas de rougeole ont été répertoriés au cours de la semaine écoulée aux Etats-Unis, principalement dans l'Etat de New York, portant à 839 le nombre de malades confirmés, ont indiqué lundi des représentants des services de santé fédéraux.

Le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) a signalé une hausse de 9,8% du nombre de cas de rougeole au 10 mai, une épidémie qui s'explique selon lui

par la propagation de désinformation autour des vaccins.

Il s'agit de la plus grave épidémie de rougeole aux Etats-Unis depuis 1994.

D'après le porte-parole du CDC, Jason McDonald, 66 nouveaux cas ont été signalés dans l'Etat de New York dont 41 à New York. Les parents qui refusent de laisser vacciner leurs enfants ont favorisé l'essor de l'épidémie, qui touche essentiellement des enfants n'ayant pas ainsi été immunisés, ont dit des

experts médicaux.

Si le virus a été éradiqué aux Etats-Unis en 2000 (cela signifiant qu'il n'était plus présent continuellement), des foyers peuvent toujours se déclarer via des voyageurs qui rentrent de pays où la rougeole sévit toujours, a indiqué le CDC. Le mois dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef se sont alarmés de la forte hausse des cas de rougeole dans le monde.

Reuters

## Russie L'ex-ministre de la Défense nommé à la tête de l'aviation

**U**n ex-ministre russe de la Défense a été nommé lundi à la tête du conseil d'administration de la société publique russe qui rassemble les principaux avionneurs civils et militaires russes, quelques jours après le crash d'un Soukhoï qui a fait 41 morts à Moscou. La nomination d'Anatoli Serdioukov a été annoncée par l'United Aircraft Corporation (UAC, ou OAK en russe), créé en 2006, et qui regroupe notamment les avionneurs Soukhoï, Tupolev, Iliouchine et Antonov.

Elle entérine la reprise en main d'UAC, qui a connu d'importantes difficultés financières ces dernières années et a été critiqué

pour les ratés du programme Superjet, dans le giron du puissant conglomérat militaro-industriel public Rostec, dont Anatoli Serdioukov dirige déjà le département aviation. Anatoli Serdioukov aura également la tâche délicate de sauver l'aviation civile russe et son Superjet 100.

Le Superjet 100, premier avion civil conçu par la Russie post-soviétique, était une source de fierté pour le pays à son lancement en 2011, mais il peine à convaincre en dehors du marché russe en raison de problèmes de fiabilité. Le 5 mai, quelques minutes après son décollage de l'aéroport de Moscou-Cheremetievo vers Mourmansk

(nord), un Soukhoï Superjet 100 a dû faire demi-tour pour un atterrissage d'urgence au cours duquel l'arrière de l'avion s'est embrasé. Sur les 78 passagers et membres d'équipage, 41 sont morts. Les deux pilotes ont survécu, ainsi que la plupart des passagers installés à l'avant de l'avion. M. Serdioukov avait été limogé par le président russe Vladimir Poutine en novembre 2012, à la suite de plusieurs enquêtes pour fraude ouvertes à l'encontre de la société Oboronervis, une entreprise affiliée au ministère de la Défense et spécialisée dans l'approvisionnement de l'armée.

R. D.

Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda)

# La chanteuse Narjess mise à l'honneur

Un vibrant hommage a été rendu, lundi soir à Alger, à Narjess, icône de la chanson algéroise hawzie-chaâbie, par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), devant un public relativement nombreux.



Annoncée comme «digne héritière de Fadhela Dziria et Meriem Fekkaï», Narjess est apparue en tenue traditionnelle sur la scène du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA) sous les applaudissements et les youyous d'un public qui s'est levé pour «accueillir son idole».

Rejoignant son siège à la première rangée, entre les directeurs, de l'Onda, Samy El Hocine Bencheikh et du TNA, Mohamed Yahiaoui, la grande chanteuse algéroise a pu apprécier un programme d'une centaine de minutes, «taillé sur mesure», de l'avis d'une spectatrice.

Un documentaire d'une dizaine de minutes, réalisé par le département audiovisuel de l'Onda a été projeté, retraçant, avec des extraits de chansons uniquement, le parcours artistique de Narjess depuis ses débuts et ses premiers succès

durant les années 1970, jusqu'à sa confirmation qui lui vaudra le respect de tout le public algérien.

Une compilation de quatre CD, intitulé *Narjess chante Fadhela Dziria et Meriem Fekkaï*, accompagnée d'un livret, produite par l'Onda, a ensuite été présentée au public, avant de laisser la scène au jeune orchestre Ahl El Fen dirigé par Nesrine Bourahla, également présidente de l'Association culturelle éponyme de musique andalouse, de théâtre et de danses traditionnelles.

Des chants hawzis et des m'dihs ont ensuite été rendus en deux parties, par les 16 jeunes instrumentistes de l'orchestre, dont huit musiciennes, agrémentés de quelques danses algéroises exécutées simultanément par huit danseurs, dont Inès Abdelli, Kamélia Laïhem, Nazim Nimour et le benjamin de l'association, Abderrahmane, âgé de

sept ans.

L'orchestre a entonné entre autres pièces, *Ladh'dha li chorb el âchiya*, *Rachiq el ked*, *El qalb bat sali*, *Selli houmoumek*, *Ah ya bel-laredj*, *Rimoun Ramatni*, *Ya qalbi khelli el hal*, *Kahl el âin em'deble echfar*, *Ya lawn el âssel*, *Hanina haninaya*, *Sifet ech'chem'â wel kendil* et *Achqi wegh'rami*.

La beauté des variations modales et rythmiques du hawzi algérois a mis en valeur les voix présentes et étoffées de Hind, Chakir, Melissa, Meriem, Hani, Abdelghafour et le jeu juste et régulier du jeune percussionniste (drabki), Achraf Leghraâ (14 ans), «promis à une belle carrière», selon un amateur de cette musique savante.

L'orchestre de l'association créé en 2016, qui a sorti un an après, *Kisset salaf* (histoire d'une relève), un album de reprises de chansons du patrimoine andalou,

a été très applaudi par le public qui a pris part à une belle randonnée onirique, savourant dans la joie et la délectation tous les moments de la cérémonie.

Conviée à rejoindre la scène, à l'issue de la cérémonie, Narjess a qualifié les jeunes de l'orchestre Ahl El Fen de «belle relève» et de «garants du futur» de la musique andalouse, avant de voir le directeur général de l'Onda lui remettre le Trophée honorifique de l'office, sous les applaudissements du public.

Pour le plaisir de ses nombreux admirateurs, dont plusieurs comédiennes et acteurs de cinéma qui ont fait le déplacement et qui l'ont sollicitée, Narjess a entonné, *Ya men bi el awzar*, *Salet aâla Mohammed* et *Achqi wegh'rami*, sous les youyous nourris des femmes présentes.

Originaire de la ville de Cherchell et issue d'une famille conservatrice, Nardjess, Nadia Bouchama de son vrai nom, a débuté dans une chorale polyphonique, pour qu'en 1973, elle s'essaye à l'émission radiophonique, *Alhan oua chabab* qu'elle retentira avec succès, une année plus tard à la télévision. Ses premières expériences s'avèrent concluantes, Narjess intègre l'Institut national de musique où elle passera deux ans, jusqu'à la fin 1974, date à laquelle elle participera, avec la chanson *Sifet el chemaâ wel kendil*, à une opérette de Mohamed Hilmi, qui la révélera au public et qui l'emmena à enregistrer son deuxième album, sous le titre de, *Aîni chakat maa kalbi*. En 1975, elle est sollicitée pour l'inauguration du Casif, Théâtre à ciel ouvert de Sidi Fredj, et sort l'album *Addet ad'mouâi*, pour enchaîner ensuite les enregistrements à la Radio et Télévision algériennes.

La cérémonie de mise à l'honneur de Narjess a été organisée par l'Onda, en collaboration avec le TNA.

R. C.

Cinéma

## La chanteuse et actrice américaine Doris Day est décédée à 97 ans

La chanteuse et actrice américaine, Doris Day, star du cinéma hollywoodien des années 1960, est décédée lundi à 97 ans, a annoncé sa fondation. Selon cette fondation consacrée à la défense des animaux, Doris Day, qui souffrait d'une pneumonie, est morte à son domicile en Californie.

«Près de 300 fans se sont réunis à Carmel le mois dernier pour fêter l'anniversaire de Day. Elle était en excellente santé pour son âge, jusqu'à récemment quand elle a contracté une pneumonie, qui a conduit à sa mort», a annoncé la fondation dans un communiqué.

Née Mary Ann Von Kappelhoff en avril 1922, elle a accédé à la notoriété grâce à son interprétation du morceau *Que sera, sera* dans le classique d'Alfred Hitchcock, *L'Homme qui en savait trop* (1956).

Le morceau, signé Jay Livingston et Ray Evans, a même décroché l'Oscar de la meilleure chanson originale.

Très appréciée du public, Day a joué dans près de quarante films dans les années 1950 et 1960, touchant à tous les genres mais excellent notamment dans les comédies et comédies musicales. Elle a enregistré près d'une vingtaine d'albums.

K. M.

Théâtre Régional d'Oran

# Ya lil, la pièce du Théâtre régional de Constantine séduit le public

Le public oranais était au rendez-vous, dimanche soir au Théâtre régional d'Oran Abdelkader Alloula pour apprécier la pièce *Ya lil*, produite par le Théâtre régional de Constantine, une troupe qui ne s'est pas produite à Oran depuis bientôt 22 ans.

La pièce *Ya lil* a été produite en 2018 et adaptée de l'œuvre de l'écrivain marocain Abdelkrim Berrechid *Ya lil ya aïn*. Elle a été mise en scène par le metteur en scène Haroun El Kilani.

La pièce raconte le quotidien, ou plutôt les nuits, d'une galerie de personnages évoluant dans les bas fonds d'une grande ville. Des hommes et des femmes aux destins croisés, mais incertains, vivant en marge de la société, dans un monde fait à leur image, où le jour n'existe particulièrement pas pour eux.

Les bas fonds de toutes les villes du monde se ressemblent: on y retrouve à peu près les mêmes personnages, avec la même déchéance, les mêmes déboires, voire la même histoire de losers, écrasés par une société cruelle, impitoyable, un rouleau compresseur aveugle. Ce qui donne à la pièce une certaine universalité.

Dans *Ya lil*, les 14 personnages de l'histoire - 10 hommes et quatre femmes - cohabitent dans ces bas fonds et, au fil des minutes, on découvre l'histoire de chacun d'eux, leurs déceptions, surtout, leurs attentes et le peu d'espoir qu'ils sont arrivés, malgré tout, à sauvegarder, comme ils sont arrivés à sauvegarder leur humour, ce qui les rend, parfois, très saisissants. La pièce raconte l'histoire de Safia, une mère célibataire qui attend, sans trop y

croire, le retour de son compagnon, voire son futur époux, El Hadi, parti très loin chercher fortune, mais revient transformé, portant dans ses bagages un délire extrémiste inqualifiable.

C'est également l'histoire de Lalla, d'un ivrogne, invétéré, d'un derwich, de policiers, de SDF et d'autres marginaux, rébus de la société, dont les destins s'entrecroisent.

Karim Boutchiche, directeur artistique de la troupe, également régisseur, comédien et metteur en scène, a rappelé à l'APS, que la pièce est une adaptation d'un texte de Abdelkrim Berrechid, écrivain marocain, qui a subi une réécriture scénique et dramatique et qui raconte la vie nocturne de plusieurs personnages dans les bas fonds d'une grande ville.

«C'est une projection de la vie dans des quartiers marginalisés

dans lesquels vivent des marginaux, avec leur lot d'agressions et de problèmes de sécurité urbaine, ainsi que des histoires personnelles de chacun des personnages, leurs déceptions, leurs aspirations, de leurs espoirs de s'en sortir aussi», a-t-il ajouté.

La troupe constantinoise a participé avec cette pièce au dernier Festival du théâtre professionnel à Alger, l'an dernier. Sa représentation à Oran fait suite à une invitation du TRO pour le mois de Ramadhan, ce qui préfigure d'un échange fructueux entre les deux théâtres régionaux, a-t-on indiqué.

Concernant le TRO, Karim Boutchiche a estimé qu'il est «un théâtre pilote en Algérie où on observe, actuellement, une relance du 4<sup>ème</sup> art national».

Pour sa part, Mourad Senouci, directeur du TRO, également

comédien et dramaturge, a précisé que le souci de son institution est «d'établir des rapports d'échange avec les autres théâtres du pays. C'est pour cette raison que nous avons invité la troupe de Constantine à Oran et notre troupe se produira, de son côté, bientôt à Constantine, durant ce mois de Ramadhan».

«Notre démarche est d'inviter, chaque mois à Oran, une troupe d'une autre wilaya, ceci afin de permettre à notre public de connaître ce qui se fait ailleurs dans les autres régions. C'est un programme que nous avons entamé depuis le début de cette année», a-t-il précisé, ajoutant que «les autres objectifs de cette démarche visent à varier les programmes, inciter l'échange et la mutualisation des moyens».

R. C.

«Comme la majorité des femmes, je suis plus forte que je n'en ai l'air.»

Eva Peron



«La patience a beaucoup plus de pouvoir que la force.»  
Plutarque

# Amel Bent évoque comment elle a vécu l'incarcération de son mari

Découverte par les Français alors qu'elle était encore une jeune fille à la fleur de l'âge, Amel Bent est désormais une femme accomplie, qui a vécu des hauts, mais également de nombreux bas. Lors d'un entretien accordé à *Télé 7 Jours*, la chanteuse est notamment revenue sur une période très douloureuse de sa vie, l'incarcération de son mari en 2016.

**A**u fil des années, Amel Bent a fait de ses blessures une force qui lui permet aujourd'hui d'avancer. Celle qui n'a jamais caché avoir eu une enfance difficile confiait d'ailleurs, il y a quelques mois, se sentir plus épanouie aujourd'hui que par le passé. «Je me sens mieux aujourd'hui qu'à mes 20 ans. Moins d'incertitudes. Ce qui a bouleversé mon existence, c'est mon mariage et mes enfants. Un vrai remède», expliquait-elle.

Maman de deux petites filles, Sofia, née en 2016 et Hana, née en 2017, Amel Bent se bat au quotidien pour que ses enfants puissent jouir de l'enfance heureuse qu'elle aurait aimé avoir. «Je me dis que j'ai une responsabilité, et il est inconcevable que mes enfants vivent un dixième de ce que j'ai vécu. Je cherche la sérénité pour mes filles, et je ne veux pas qu'elles aient l'enfance décousue que j'ai eue», a-t-elle récemment déclaré dans *Télé 7 Jours*.

A cœur ouvert dans les colonnes de l'hebdomadaire, la chanteuse et jurée de *The Voice Kids* a également accepté de revenir sur l'incarcération, en 2016, de l'homme de sa vie, son mari Patrick Antonelli, accusé d'avoir vendu des faux permis de conduire à de nombreuses personnalités. «On parlait beaucoup de moi, mais pas pour ma musique. Je me suis sentie abîmée par quelque chose qui était hors de contrôle. Je souffrais, je me sentais jugée», a-t-elle confié. Puis de poursuivre : «J'étais vraiment au plus bas. Je me suis retrouvée avec ma fille dans des endroits où je n'avais pas envie d'être». Par amour, Amel Bent choisit alors d'épauler le père de ses filles, qui restera cinq longs mois en prison. Une page très douloureuse désormais tournée.



## GROSSESSE

### Les nausées sont un signe de bonne santé du bébé

**Les nausées matinales sont loin d'enchanter les futures mamans. Pourtant, elles seraient un signe de bonne santé et d'intelligence du bébé à naître.**

Les futures mères qui souffrent de nausées pendant leur grossesse donnent naissance à des bébés en meilleure santé, plus intelligents et courent moins de risques de fausse-couche et d'accouchement prématuré, selon une étude canadienne.

Réalisés au sein de l'hôpital pour enfants de Toronto, ces travaux révèlent que les enfants dont les mères ont vécu des nausées matinales développent moins de malformations congénitales pendant leur développement in utero. D'après les résultats de tests non verbaux, ces bébés obtiennent également des meilleures notes que ceux nés de mères n'ayant pas eu de maux de cœur.

**Des niveaux hormonaux élevés**

Les chercheurs ont analysé 10 études menées à travers cinq pays entre 1992 et 2012 sur près de 850 000 femmes enceintes pour arriver à ces résultats, publiés par la revue

*Reproductive Toxicology*. Les causes du lien entre nausées de la mère et bonne santé du bébé sont difficiles à établir, expliquent-ils, mais ils avancent une hypothèse selon laquelle les niveaux hormonaux élevés aideraient le bébé, tout en provoquant les nausées, qui touchent

près de 80% des femmes.

Les femmes qui n'en souffrent pas auraient entre trois et 10 fois plus de risques de faire une fausse-couche dans le premier trimestre de leur grossesse, précise le journal *The Daily Telegraph*. «Notre analyse indique qu'il est

logique de rassurer les femmes qui ont des nausées car, dans la majorité des cas, leur symptômes peuvent conférer un pronostic foetal favorable pour leurs bébés à naître», conclut l'auteur principal de l'étude, Gideon Koren, cité par le quotidien britannique.

### FLEUR D'ORANGER, L'EAU CALMANTE

**Très douce, l'eau de fleur d'oranger est une eau «active» qui stimule l'éclat cutané. Rafrâchissante, elle est aussi multi-usage, donc très utile sous le soleil.**

Son délicieux parfum de Méditerranée nous plonge illico en vacances. Légèrement sucrée et très ensoleillée, la fleur d'oranger distille son odeur depuis le bigaradier, un petit arbuste, sur lequel elle pousse dans les pays du sud de l'Europe et surtout en

Espagne, en Italie et au Maroc. «Comme toutes les eaux florales, l'eau de fleur d'oranger est obtenue par distillation à la vapeur d'eau», explique Didier Thevenin, directeur de la formation chez Melvita. En passant au travers de la fleur, la vapeur «capte» certaines de ses molécules volatiles. Lorsqu'elle se refroidit et se condense pour revenir à l'état liquide, la vapeur se sépare alors en deux phases : en surface la phase grasse, l'huile essentielle, et au fond, la phase aqueuse, l'eau florale qui contient les molécules olfactives de la plante et une infime partie de son huile essentielle. Ce qui donne à l'eau de fleur d'oranger toutes ses vertus calmantes et régénérantes, précieuses dans des soins pour le visage comme pour le corps.

Et si on trouve l'eau de fleur d'oranger souvent dans des petites bouteilles bleues, c'était, à l'origine, pour la distinguer des médicaments, que les herboristes stockaient dans des fioles marron. Aujourd'hui, on sait que ce bleu réfléchit les rayons UV, ce qui permet de mettre l'eau florale, très fragile, à l'abri de l'intensité lumineuse, et donc de préserver ses qualités.

**Un tonifiant naturel pour la peau**

L'eau de fleur d'oranger réveille l'épiderme et le tonifie. Adoucissante, elle permet de rééquilibrer les peaux sèches, de les rendre plus souples et éclatantes. Elle préviendrait même les démangeaisons des peaux

sensibles. Elle peut s'utiliser pure directement sur la peau, contrairement à l'huile essentielle trop puissante.

**Un stimulant pour les cheveux et les ongles**

En plus de cet effet adoucissant de l'épiderme, les laboratoires Melvita viennent de démontrer l'affinité de l'eau de fleur d'oranger avec la fibre capillaire : «Elle stimulerait une vingtaine de gènes, responsables de la bonne santé des cheveux et impliqués dans la constitution des fibres capillaires», poursuit Didier Thevenin. «Elle favoriserait même la repousse des ongles.»



**Les DEBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

## Coupe d'Algérie Raouf Bernaoui : «Nous espérons que la finale se joue après le Ramadhan»

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, a souhaité lundi à Alger que la finale de la Coupe d'Algérie de football entre le CR Belouizdad et la JSM Béjaïa se joue après le mois de Ramadhan pour une meilleure organisation. «J'espère que la finale de la Coupe d'Algérie soit programmée après le Ramadhan pour qu'elle puisse se dérouler pendant la journée et non en nocturne», a expliqué le ministre en marge d'une visite d'inspection à Sidi-Fredj (Alger), en prévision de la saison estivale.

«La date de cette finale sera fixée durant les tout prochains jours et sa domiciliation ne pose aucun problème, car l'Algérie possède plusieurs grands stades capables les uns comme les autres d'accueillir cet événement», a poursuivi Bernaoui en préconisant que le choix du terrain se fasse de manière à «arranger» les deux antagonistes. Selon certaines indiscretions, la finale de cette 55e édition de Coupe d'Algérie pourrait se tenir le 8 juin au stade Mustapha-Tchaker de Blida, mais pour l'heure, aucune source officielle n'a confirmé l'information.

CA Bordj Bou Arreridj

## Dziri montre son optimisme

■ L'entraîneur du club de football du CA Bordj Bou Arreridj Dziri Billel a affirmé lundi que son équipe, tenue en échec samedi à domicile face au CR Belouizdad (0-0), avait «toutes ses chances pour assurer confortablement le maintien». «Je comprends la colère de nos supporters après avoir raté l'opportunité d'officialiser notre maintien en Ligue 1», a indiqué à la coach des «Criquets», en marge de la séance de reprise des entraînements, tenue au stade du 20-août 1955. «Je tiens à assurer les supporters que nous gardons toutes nos chances pour le maintien.

Notre destin est toujours entre nos mains. Les joueurs sont motivés pour réaliser un résultat positif lors du prochain match, face à l'ES Sétif, d'autant que cette rencontre sera spéciale de part de caractère de derby», a-t-il ajouté. Ayant revenu sur sa décision de démissionner, le président du club Anis Benhamadi, a promis à ses joueurs une bonne prime en cas de victoire contre l'ES Sétif, d'autant plus qu'un éventuel succès sera synonyme du maintien.

Lors des deux derniers matchs, le Ahly recevra l'Olympique de Médéa avant de se rendre à Tizi-Ouzou pour affronter la JS Kabylie. A signaler que les supporters cabbistes ont exprimé leur colère après la fin du précédent match contre le CRB, notamment à cause du rendement des coéquipiers du gardien Faouzi Chaouchi, qui n'ont pas trouvé le chemin des filets face à une équipe qui s'est contentée de défendre. Au terme de la 27e journée, le CABBA occupe la dixième place du classement de cette compétition avec 34 points, devançant de cinq (5) points le MO Béjaïa, troisième équipe menacée par la relégation.

# Cinq matchs sur huit en nocturne pour la 28<sup>e</sup> journée de LI Les clubs refusent de jouer le jeu



Certains clubs de Ligue I continuent à bafouer le cahier de charges qui ont été établis en direction des sociétés sportives par action (SSPA). En effet, avec le ramadhan, la Ligue professionnelle de football a décidé de programmer les quatre derniers matchs du championnat en nocturne à 22h30, pour éviter aux joueurs de jouer dans des conditions contraignantes dans la journée, surtout qu'ils seront affectés par l'effet du jeûne en plus de la chaleur qui sévit ces derniers jours. Cependant, des équipes ne respectent pas les dispositions de cahier de charges réglementant le football professionnel, étant donné que les stades où ils jouent leurs matchs ne sont pas dotés de l'éclairage. Lors de la 27e journée qui s'est

jouée samedi dernier, une rencontre s'est jouée à 16H en raison de l'absence d'éclairage dans les enceintes qui accueillent leurs rencontres respectives, à savoir, NAHD-ESS et le nombre des matchs qui se joueront à cette même heure s'élèvera à trois pour la 28e journée, à savoir les matchs, OM-NAHD, ASAM-DRBT, CRB-JSS. Tous les clubs qui reçoivent n'ont pas fait pression sur les gestionnaires des stades où ils évoluent pour leur imposer l'éclairage alors que cette disposition est contenue dans le cahier de charges réservé aux clubs professionnels que personne ne respecte apparemment. En outre, il faut avouer que ces clubs sont impuissants étant donné qu'ils n'ont pas la main sur ces stades et ne sont que de simples figurants. Aussi, le

pays de dispose pas de structures suffisantes pour les clubs qui sont obligés de se rabattre sur des anciens stades érigés à l'époque coloniale. Les stades qui devaient être construits pour faire baisser la tension surtout pour les clubs de la capitale connaissent de grands retards, à l'exemple de ceux de Baraki et Douéra. A noter que le CRB lui pourrait jouer en nocturne si l'APC de Belouizdad réussit à régler ce problème d'éclairage du stade du 20 août dans les prochaines 24 heures. La LFP a souhaité programmer tous les matchs à la même heure pour éviter les combines, et donc respecter l'éthique sportive, et ce décalage entre certaines rencontres risque de créer de vrais problèmes.

Imad M.

## Sanctions de la LFP

### Le DRBT sanctionné d'un match à huis clos

■ Le DRB Tadjanet a écopé d'un match à huis clos et 200.000 DA d'amende pour «utilisation de fumigènes et jet de projectiles» lors de sa rencontre à domicile samedi face au MC Oran (1-1), a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Avec cette sanction (3<sup>e</sup> infraction), le DRBT, qui lutte pour son maintien, disputera son prochain match à Tadjanet contre le CS Constantine comptant pour la 29e journée sans la présence de son public. Le joueur du DRBT, Aïb Mohamed, exclu pour cumul de cartons, est sanctionné pour sa part d'un match de suspension tout comme le joueur du MC Oran, Heriat Hamza. Le milieu de terrain de l'USM Alger, Raouf Benguit, a été également sanctionné d'un match de suspension pour contestation de décision lors de la rencontre remportée contre l'Olympique Médéa (3-1), samedi soir au

stade Omar-Hamadi (Alger) pour le compte de la 27e journée de Ligue 1. Le joueur, qui manquera le match choc contre la JS Kabylie prévu jeudi au stade du 1<sup>er</sup>-Novembre de Tizi-Ouzou, devra en outre s'acquitter d'une amende de 30.000 DA. De son côté, l'entraîneur adjoint du CR Belouizdad, Lotfi Amrouche, est condamné à un match d'interdiction de banc plus 30.000 DA d'amende pour «contestation de décision» lors de la rencontre contre le CA Bordj Bou Arreridj (0-0). Le CRB devra aussi payer deux amendes de 60.000 et 40.000 DA pour «utilisation de fumigènes» des supporters et «comportement incorrecte de l'équipe». Le CABBA devra lui aussi s'acquitter de deux amendes : 30.000 DA pour «utilisation de fumigènes» et 100.000 DA pour «présence de personnel dans le couloir du vestiaire». La Commission de discipline de la LFP, réunie

lundi, a d'autre part convoqué pour la séance du 16 mai le joueur de l'US Biskra Sioued Mohamed Assil pour «violation des règles anti-dopage». Il a écopé d'une suspension provisoire à compter de ce lundi. Sont aussi convoqués le manager du WA Tlemcen, Youcef Berrahal, qui est suspendu jusqu'à son audition pour ses déclarations aux médias ainsi que le président de l'ES Mostaganem, Benchini Charef, pour le même motif. Enfin, la commission a sommé le MO Béjaïa de rembourser les frais représentant les dégâts occasionnés au bus du Paradou AC et payer trois amendes de 100.000 DA pour «utilisation de fumigènes et jet de projectiles sur le terrain», 50.000 DA pour «mauvaise organisation» et 100.000 DA pour «présence de personnel dans le tunnel menant à l'accès du terrain de jeu».

## Championnats du monde de Taekwondo

### Quatre Algériens présents à Manchester

■ Quatre athlètes de la sélection algérienne de taekwondo prendront part aux Championnats du monde seniors, prévus du 14 au 19 mai à Manchester (Angleterre), avec l'objectif de préparer les prochaines échéances sportives, a indiqué lundi la Fédération algérienne de taekwondo (ATF). «L'Algérie sera représentée aux Mondiaux de Manchester par la sélection des moins de 20 ans afin de préparer les prochaines échéances

dont les Jeux africains au Maroc, les Jeux olympiques 2020 de Tokyo et les Jeux méditerranéens 2021 d'Oran», a déclaré le secrétaire général de l'ATF, Samir Maïana. Le même responsable, ancien Directeur des équipes nationales (DEN), a indiqué que «l'objectif recherché à travers cette participation est de se frotter au haut niveau», soulignant que cette jeune sélection a effectué plusieurs stages de préparation organisés à la salle de

Baba Ahcene (Alger). Les athlètes sélectionnés pour ce rendez-vous mondial de Manchester sont Snina Midouni (-57 kg) et Wafa Remaoun (-62 kg) chez les dames, sous la conduite de l'entraîneur Al-Hamdi Kirat, ainsi que Mohcen Boukercha (+87 kg) et Mohamed Guerni (-58 kg) en messieurs, entraînés par Zeghdoud Merj. Ces derniers n'ont toutefois pas eu encore leur visa d'entrée en Angleterre au moment où la Fédération internationale de

la discipline a informé sur son site officiel avoir envoyé les invitations aux pays participants. Au total, 975 athlètes de 150 pays sont annoncés aux Mondiaux de Manchester. Ils concourront dans 16 catégories de poids (8 chez les messieurs et 8 chez les dames). Par ailleurs, l'instance internationale tiendra mardi son assemblée générale pour élire quatre membres au Comité exécutif parmi les 11 dossiers de candidatures déposés.



Violences contre les Rohingyas

## Appel à juger les chefs de l'armée

Les chefs de l'armée birmane devraient être financièrement «isolés» et traduits en justice pour les accusations de crimes de guerre et génocide à l'égard de la minorité musulmane rohingya, ont proposé hier des enquêteurs de l'ONU.

La mission d'enquête onusienne sur la situation en Birmanie a, dans ce contexte, appelé la communauté internationale à couper tout soutien financier et d'autre nature en faveur de l'armée birmane. Marzuki Darusman, le chef de la mission qui vient d'achever une visite de 10 jours dans les pays voisins de la Birmanie - où elle n'a pas été autorisée à enquêter -, a déclaré dans un communiqué que des mesures drastiques étaient nécessaires pour remédier à la situation catastrophique des droits humains dans ce pays. «Il n'y a eu aucune avancée vers une solution de la crise», a-t-il déploré. Quelque 740 000 Rohingyas ont fui la répression militaire en août 2017 vers le Bangladesh voisin, où se trouvaient déjà 300 000 membres de cette communauté musulmane persécutée. Beaucoup de réfugiés ont témoigné de viols de masse et de massacres dans les villages rohingyas, et dans un rapport publié en septembre dernier, la mission d'enquête avait affirmé qu'il y avait suffisamment de preuves pour parler de «génocide».

«A la suite de ces violences, les autorités birmanes ont rasé les villages rohingyas abandonnés, détruisant ainsi des preuves criminelles», ont regretté les enquêteurs. Pendant leur visite au Bangladesh, en Malaisie, en Thaïlande et en Indonésie, ils ont également rencontré des représentants en exil des communautés ethniques Chin, Kachin, Shan et Rakhine, victimes «d'atrocités similaires». Un membre de la mission, Christopher Sidoti, a déclaré que les enquêteurs n'ont jusqu'ici «vu aucun signe du gouvernement birman pour résoudre la crise et faciliter le retour en toute sécurité des réfugiés». «La situation exige un accroissement de la pression internationale», a-t-il dit. «Etant donné la gravité des violations passées et actuelles, il faut s'intéresser aux liens politiques, économiques et financiers des militaires birmans, afin d'identifier qui doit être ciblé pour stopper le soutien financier et accroître ainsi la pression en vue de réduire les violences», a-t-il affirmé. La mission d'enquête doit rendre son rapport final au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève en septembre et remettre ses conclusions à un panel chargé de préparer des poursuites criminelles.

T. M.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr



Gare maritime des voyageurs à Mostaganem

## Reprise des activités après une semaine de grève



La gare maritime des voyageurs a été rouverte hier au port commercial de Mostaganem, après une semaine de fermeture suite à la grève observée par les travailleurs de cette infrastructure, a-t-on constaté.

L'opérateur espagnol de transport maritime des voyageurs a assuré la desserte programmée en aller-retour entre le port de Mostaganem et celui de Valence (Espagne). Les navettes de cet opérateur ont été transférées temporairement vers le port d'Oran durant cette période.

de grève.

La gare maritime des voyageurs a été fermée et toutes les dessertes programmées mardi dernier ont été transférées suite à cette grève de 18 jours. L'accord convenu entre les représentants des travailleurs grévistes et la direction intérimaire de l'EPM a permis de débloquer la situation et de reprendre les activités commerciales lundi matin, a-t-on rappelé. Le trafic des voyageurs a enregistré au port de Mostaganem, un recul durant le premier trimestre de cette année de l'ordre de 29 % pour les aller-retour des voya-

geurs et des véhicules, selon le bilan du service des statistiques de la direction commerciale de l'entreprise.

Plus de 19 700 passagers (aller et retour) ont transité, durant cette période, via cette gare maritime, mise en service en mars 2016. Un trafic de plus de 400 000 passagers (aller et retour) et 160 000 véhicules a été enregistré depuis 2016 à travers 500 dessertes internationales en direction des ports espagnols de Valence, Alicante et Barcelone.

R. K.

Selon le MDN

## Identification du terroriste éliminé dimanche à Tizi Ouzou

Le terroriste éliminé dimanche près de Yakourène, à Azzazga, wilaya de Tizi Ouzou, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a été identifié, a annoncé hier le ministère de la Défense nationale (MDN).

«Il s'agit, en l'occurrence, du dangereux terroriste dénommé Zerifi Farouk dit Adel Abou Hichem qui avait rallié les groupes terroristes en 1993», a précisé le MDN dans un communiqué. Selon la même source, l'opération menée le 12 mai 2019 près de Yakourène, à Azzazga, wilaya de Tizi Ouzou, a permis également de récupérer un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, deux chargeurs de munitions et une paire de jumelles.

A Tamanrasset, deux orpailleurs en pos-

session d'équipements d'orpillage ont été arrêtés par un détachement de l'ANP dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, a ajouté le MDN.

A In Guezzam (6<sup>e</sup> RM), trois contrebandiers ont été arrêtés par un autre détachement de l'ANP qui a saisi également un camion chargé de 22,5 tonnes de denrées alimentaires.

Par ailleurs, un détachement de l'ANP a intercepté, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale à Oran (2<sup>e</sup> RM), deux narcotrafiquants en leur possession 8,2 kg de kif traité, tandis que huit immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Ghardaïa.

R. K.

## ACTU...

Présidence de la République

## Bouachria et Okka nommés directeurs des cortèges et des systèmes informatiques

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a nommé, hier, M. Bouachria Nacereddine, directeur des cortèges officiels et des transports de la Présidence de la République.

Le chef de l'Etat a également nommé M. Abdelhakim Okka au poste de directeur des systèmes et des moyens informatiques de la Présidence de la République, indique un communiqué de la Présidence de la République.

H. K.

Draâ El Mizan

## Collision entre un bus et un camion, huit blessés

Huit personnes ont été blessées lors d'un accident de la route survenu lundi à Draâ El Mizan (40 km au sud-ouest de Tizi Ouzou) a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit vers la fin de l'après-midi sur la RN25 reliant Draâ El Mizan à la ville de Tizi Ouzou, lorsqu'un bus des voyageurs a percuté un camion.

Les blessés ont été transférés aux urgences de l'hôpital Krim Belkacem de Draâ El Mizan.

APS

USA

## Jimmy Carter opéré après une fracture de la hanche

L'ancien président américain et prix Nobel de la paix, Jimmy Carter, s'est cassé lundi une hanche lors d'une partie de chasse, a indiqué sa fondation, en précisant que le démocrate âgé de 94 ans avait été opéré «avec succès».

«Alors qu'il partait chasser la dinde sauvage ce matin, l'ancien président américain, Jimmy Carter, est tombé chez lui à Plains, en Géorgie», dans le sud des Etats-Unis, explique le Carter Center dans un communiqué.

«Il se remet d'une opération pour réparer une hanche cassée au Phoebe Sumter Medical Center, à Americus», où son épouse Rosalynn est à ses côtés. L'intervention «s'est bien passée», poursuit le communiqué. «Le président Carter a déclaré que sa plus grande inquiétude était que la saison de la chasse à la dinde se terminait cette semaine et qu'il n'avait pas atteint son quota» de volailles, ajoute avec humour le Carter Center.

«Il espère que l'Etat de Géorgie lui permettra de faire passer ce quota non utilisé à l'année prochaine».

APS